



Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 20 SEPTEMBRE 1947

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, SEPTEMBER 20th, 1947

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces, Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

* Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
17227 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
17227 — 1-52

Lettres patentes

Angus Mines, Limited
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize août 1947, constituant en corporation: Thomas H. Higginson, manufacturier, Henry-Noël Chauvin, Frank Bernard Chauvin, Robert Harold Earl Walker, avocats et conseillers en loi du Roi, Charles Steine, comptable, Madeline Brennan, secrétaire, fille majeure, tous de la cité de Montréal, et Jean Martineau, avocat et conseil en loi du Roi, de Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, développer, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire

Letters Patent

Angus Mines, Limited
(No personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Thomas H. Higginson, manufacturer, Henry-Noël Chauvin, Frank Bernard Chauvin, Robert Harold Earl Walker, advocates and King's Counsels, Charles Steine, accountant, Madeline Brennan, secretary, spinster of the full age of majority, all of the City of Montreal, and Jean Martineau, advocate and King's Counsel of Ste-Geneviève-de-Pierrefonds, all in the district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such

des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Angus Mines, Limited", (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, tel que prévu par l'article 6 de ladite loi.

Le siège social de la compagnie sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur-général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Angus Mines, Limited (No personal liability)", with a capital stock of \$3,000,000 divided into 3,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders will incur no personal liability in excess of the amount paid or agreed to be paid to the company for its shares, as provided by section 6 of the said Act.

The head office of the company will be at the city of Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du onze août 1947, constituant en corporation: sans capital-actions: Horace Drolet, courtier d'assurances, Ernest Bourassa, hôtelier, et Donat-Albert Desilets, industriel, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Établir et exploiter dans la province de Québec, un club social, sous le nom de "Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera à Repentigny-les-Bains, comté de l'Assomption, district de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

C. Tailleur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1947, constituant en corporation: Camille Tailleur, marchand, Jean Racicot, notaire, tous deux de la cité de Montréal, et Lionel Leroux, notaire, de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce d'épicerie licenciée, boucherie, sous le nom de "C. Tailleur Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Defoy & Legault Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du douze août 1947, constituant en corporation: Mendoza Defoy, Wilfrid Legault et Wildrid Defoy, manufacturiers, des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1947, to incorporate as a corporation without share capital: Horace Drolet, insurance broker, Ernest Bourassa, hotel keeper, and Donat Albert Desilets, manufacturer, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To establish and operate in the Province of Quebec, a social club, under the name of "Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may possess is to be limited is \$20,000.

The head office of the corporation will be at Repentigny-les-Bains, county of L'Assomption, district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

C. Tailleur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Camille Tailleur, merchant, Jean Racicot, notary, both of the city of Montreal, and Lionel Leroux, notary of the city of Outremont, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business of licensed grocer and butcher, under the name of "C. Tailleur Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Defoy & Legault Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twelfth day of August, 1947, incorporating: Mendoza Defoy, Wilfrid Legault, and Wildrid Defoy, manufacturers, of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Faire affaires comme importateurs, exportateurs, marchands de gros et en détail de meubles et articles de ménage, ornements, bric-à-brac, jouets, montres et bijoux, savons et articles de toilette et de tous autres effets, marchandises et accessoires pouvant être utilisés dans tous genres d'occasion ou à l'occasion des activités personnelles ou publiques des gens, dans leurs maisons, au travail et au jeu, sous le nom de "Defoy & Legault Ltée", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

To carry on business as importers, exporters of, and wholesale and retail dealers in furniture and household furnishings, ornaments, bric-à-brac, toys, watches and jewellery, soap and toilet ware and any other goods, wares, merchandise and accessories which may be used in any type of occupation or suitable for personal or public service of people in their homes, at work or at play, under the name of "Defoy & Legault Ltée", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Duchesne Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq août 1947, constituant en corporation: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, avocats, et James Turner Lumsden, clerc, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

D'opérer en gros et en détail un commerce de magasin départemental, et généralement le commerce de marchand général;

D'exercer le commerce de tenancier d'hôtel, épiciers licenciés, marchands de tabac, importateurs et manufacturiers de breuvages non-alcooliques, sous le nom de "Duchesne Limitée", avec un capital de \$49,900, divisé en 249 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 250 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à La Tuque, district de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Duchesne Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of August, 1947, incorporating: Donald Newton Byers, Errol Klock McDougall, advocates, and James Turner Lumsden, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To operate a wholesale and retail departmental store business and in general that of general merchant;

To carry on the business of hotel keeper, licensed grocers, tobacco merchants, importers and manufacturers of non-alcoholic beverages, under the name of "Duchesne Limitée", with a capital stock of \$49,900, divided into 249 preferred shares of a par value of \$100 each and 250 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at La Tuque, district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Eastern Glass Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quinze août 1947, constituant en corporation: Gérard Hamel, manufacturier, de Ville Saint-Laurent, Rita Dufresne et Lucienne Méreineau, sténographes, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de manufacturiers et marchands en gros et en détail de toutes sortes de vitres; et fabriquer, assembler et autrement adapter et ouvrir les dits matériels, sous le nom de "Eastern Glass Ltd.", avec un capital de \$49,000, divisé en 1900 actions communes de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quinze août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Eastern Glass Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of August, 1947, incorporating: Gérard Hamel, manufacturer, of Ville Saint-Laurent, Rita Dufresne and Lucienne Méreineau, stenographers, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and wholesale and retail dealers in all kinds of glass; and to manufacture, assemble and otherwise adapt and work the said materials, under the name of "Eastern Glass Ltd.", with a capital stock of \$49,000, divided into 1900 common shares of \$10 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

H. Cantin Limitée
(H. Cantin Limited)

H. Cantin Limitée
(H. Cantin Limited)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatorze août 1947, constituant en corporation: Hervé Cantin, industriel, Jeannette Cantin, fille majeure, tous deux de Giffard, et J.-Harvin Labrecque, commerçant de Québec, tous du district de Québec, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1947, incorporating: Hervé Cantin, manufacturer, Jeannette Cantin, spinster, both of Giffard, and J. Harvin Labrecque, trader, of Quebec, all of the district of Quebec, for the following purposes:

Manufacturer, acheter, vendre, produire, trafiquer, échanger ou autrement acquérir, posséder et disposer: toutes sortes de confitures, conserves, essences, pâtisseries, farines, pains, confiseries; pâtes alimentaires, produits laitiers, liqueurs douces, légumes, légumineux et fruits de toutes espèces; café, thé et autres produits semblables, sous le nom de "H. Cantin Limitée — (H. Cantin Limited)", avec un capital de \$75,000, divisé en 750 actions de \$100 chacune.

To manufacture, buy, sell, produce, deal in, exchange or otherwise acquire, own and dispose of: all kinds of preserves, canned goods, extracts, pastry, flour, bread, confectionery; alimentary pastes, dairy products, soft drinks, vegetables, legumens and fruit of all kinds; coffee, tea and other similar products, under the name of "H. Cantin Limited — (H. Cantin Limited)", with a capital stock of \$75,000, divided into 750 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Giffard, district de Québec.

The head office of the company will be at Giffard, district of Quebec.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

La Fonderie de Robertsonville Ltée
The Robertsonville Foundry Ltd.

La Fonderie de Robertsonville Ltée
The Robertsonville Foundry Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1947, constituant en corporation: Henri Crépeau, avocat et conseil en Loi du Roi, E. Boswell Malcolm, manufacturier, et Françoise Gagnon, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Henri Crépeau, advocate and King's Counsel, E. Boswell Malcolm, manufacturer, and Françoise Gagnon, secretary, spinster, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Exercer les métiers et commerces de maîtres de forge, fabricants d'acier, ouvriers préposés à la transformation de l'acier, ouvriers de fonderie, fondeurs, fonderies de fer dans toutes leurs spécialités respectives;

To carry on the trade and business of forge master, steel manufacturers, workmen engaged in the transformation of steel, foundrymen, smelters, and iron smelters in all their respective branches;

Faire le commerce de manufacturiers et marchands de tous articles en fer, cuivre, ferblanc, zinc, bronze ou autre métal, sous le nom de "La Fonderie de Robertsonville Ltée — The Robertsonville Foundry Ltd.", avec un capital de \$99,000, divisé en 9,900 actions de \$10 chacune.

To carry on business as manufacturers of and dealers in all kinds of articles in iron, copper, tin, zinc, brass and other metal, under the name of "La Fonderie de Robertsonville Ltée — The Robertsonville Foundry Ltd.", with a capital stock of \$99,000, divided into 9,900 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district de Montréal.

The head office of the company will be at Longueuil, district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Le Baronnet Inc.

Le Baronnet Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1947, constituant en corporation: Gabrielle Bernier, Eva Bernier, modistes, cénibataires majeures, et Oscar Allard, commis, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Gabrielle Bernier, Eva Bernier, milliners (modistes), spinsters, and Oscar Allard, clerk, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce d'auberge, restaurant, hôtel, café, club, salle de rafraîchissements, sous le nom de "Le Baronnet Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

To carry on the business of Inn, restaurant, hotel, café, club and refreshment room, under the name of "Le Baronnet Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de L'Annonciation, Oka, comté des Deux-Montagnes.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Metropolitan Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du treize août 1947, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, c.r., Cyril E. Schwisberg, avocats, et Ethel Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous de la cité d'Outremont, district de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme compagnie de placement et de contrôle, avec pouvoir d'acheter des placements, et négocier des propriétés mobilières ou immobilières, sous le nom de "Metropolitan Investment Corp.", avec un capital de \$40,000, divisé en 4,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur-général,
L. DÉSILETS.

Norman D. Johnston (Canada) Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatorze août 1947, constituant en corporation: Samuel E. Schwisberg, c.r., Cyril E. Schwisberg, Samuel Greenblatt et Charles Wolfson, avocats, et Ethel Schwisberg, secrétaire, fille majeure, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer, importer, exporter, acheter et vendre et trafiquer et négocier, tant en gros qu'en détail, des vêtements d'hommes, de femmes et d'enfants, et des hardes de toutes espèces, étoffes à la verge, textiles, tissus et laines, sous le nom de "Norman D. Johnston (Canada) Limited", avec un capital de \$99,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune, et 890 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatorze août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Park Photo Supply Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du onze août 1947, constituant en corporation: Michael Resin, marchand, Hyman Eric Feigelson, avocat, Sydney Philipps, commis, et Julius Frank, comptable, tous des cité et district de Montréal, pour les objets suivants:

Acheter, vendre, distribuer, manufacturer, importer, exporter, trafiquer, réparer, arrenter, louer ou autrement acquérir, négocier et faire le commerce d'appareils photographiques pour vues

The head office of the company will be in the Parish of L'Annonciation, Oka, county of Two Mountains.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Metropolitan Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Samuel E. Schwisberg, K.C., Cyril E. Schwisberg, advocates, and Ethel Schwisberg, secretary, spinster of full age of majority, all in the City of Outremont, district of Montreal, for the following purposes:

To act as an investment and holding company with the power to buy and sell investments and deal with moveable or immoveable property, under the name of "Metropolitan Investment Corp.", with a capital stock of \$40,000, divided into 4,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Norman D. Johnston (Canada) Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourteenth day of August, 1947, incorporating: Samuel E. Schwisberg, K.C., Cyril E. Schwisberg, Samuel Greenblatt and Charles Wolfson, advocates, and Ethel Schwisberg, secretary, spinster of the full age of majority, all in the city and district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture, import, export, buy and sell, and deal in and with, both at wholesale and retail, men's, women's and children's apparel and all kind of cloths, piece goods, textiles, fabrics and yarns, under the name of "Norman E. Johnston (Canada) Limited", with a capital stock of \$99,000, divided into 1,000 common shares of the par value of \$10. per share and 890 preferred shares of the par value of \$100. per share.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Park Photo Supply Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eleventh day of August, 1947, incorporating: Michael Resin, merchant, Hyman Eric Feigelson, advocate, Sydney Philipps, clerk, and Julius Frank, accountant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

To purchase, sell, distribute, manufacture, import, export, trade, repair, rent, lease, or otherwise acquire, dispose of and deal in, motion picture cameras, motion picture projecting machines

animées, machines à projection et appareils pour vues animées, appareils photographiques, outillage de télévision, toutes sortes de marchandise d'ordre musical, films photographiques, dispositifs électriques, systèmes de réfrigération, sous le nom de "Park Photo Supply Ltd.", avec un capital de \$50,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 2,000 actions ordinaires, d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le nombre des actionnaires sera limité à 20.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

P. Dubuc Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du treize août 1947, constituant en corporation: Paul Dubuc, marchand, de la paroisse de la Rivière-des-Prairies, Lionel Leroux, notaire, de la cité d'Outremont, Jean Racicot, notaire, de la cité de Montréal, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer sous toutes ses formes le commerce de marchand général, et sans restreindre ces termes, faire le commerce d'épicerie, boucherie, ferronnerie, quincaillerie, plomberie, peintures, vernis et matériaux de construction, sous le nom de "P. Dubuc Inc.", avec un capital de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées de \$50 chacune et 500 actions communes d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera en la paroisse de la Rivière-des-Prairies, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le treize août 1947.

L'Assistant-procureur général,
L. DÉSILETS.

Quebec Manganese Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes en date du trente juillet 1947, constituant en corporation: John Bumbray, c.r., Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Robert Levêque, avocats, de la cité de Montréal, Denise Picard, secrétaire, célibataire, de Bellevue, Cecil James Gagnier, secrétaire de la cité de Montréal, et Herbert Calvert Howard, gérant de publicité, de la cité de Westmount, tous du district de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Quebec

and apparatus, cameras, television equipment, musical merchandise of all sorts, photographic films, electrical appliances, refrigerating systems, under the name of "Park Photo Supply Ltd.", with a capital stock of \$50,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100. each, and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The number of its shareholders shall be limited to 20.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

P. Dubuc Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirteenth day of August, 1947, incorporating: Paul Dubuc, merchant, of the parish of Rivière-des-Prairies, Lionel Leroux, notary, of the city of Outremont, Jean Racicot, notary, of the city of Montreal, all of the district of Montreal, for the following purposes:

To carry on in all lines of same the business of general merchant, and without restricting the said terms, to carry on the business of grocer, butcher and dealer in ironware, hardware, plumbing supplies, paints, varnish and building requisites, under the name of "P. Dubuc Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of \$50 each and 500 common shares of the par value of \$50 each.

The head office of the company will be in the parish of Rivière-des-Prairies, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General.

Quebec Manganese Mines Limited (No personal Liability)

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented par Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirtieth day of July, 1947, incorporating: John Bumbray, K.C., Jean-Paul Cardinal, Marcel Lajeunesse, Robert Levêque, advocates, of the city of Montreal, Denise Picard, secretary, spinster, of Bellevue, Cecil James Gagnier, secretary, of the city of Montreal, and Herbert Calvert Howard, advertising manager, of the city of Westmount, all in the district of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Quebec Manganese Mines Limited" (No per-

Manganese Mines Limited, (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de \$3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu de payer à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente juillet 1947.

L'Assistant-procureur général,
20184 L. DÉSILETS.

sonal Liability), with a capital stock of \$3,000,000, divided into 3,000,000 shares of \$1 par value.

The shareholders will incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of July, 1947.

L. DÉSILETS,
20184-o Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Aronoff Bros. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-cinq août 1947, à la compagnie "Aronoff Bros. Limited", ratifiant son règlement N° "A", augmentant son capital de \$5,000 à \$75,000, par la création de 1400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$50 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-cinq août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Arthur Harris Canada Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux août 1947, à la compagnie "Arthur Harris Canada Limited", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital de \$15,000 à \$25,000 par la création de 1,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Cie d'Outillage et Transport Limitée Transport and Supplies Company Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2; chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 août 1947, à la "Cie d'Outillage et Transport Limitée"—"Transport and Supplies Company, Limited", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Ernest Carrière Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la pro-

Supplementary Letters Patent

Aronoff Bros. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Aronoff Bros. Limited", ratifying its By-law No. "A" increasing its capital from \$5,000 to \$75,000, by creation of 1400 additional common shares of the par value of \$50 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Arthur Harris Canada Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to the company "Arthur Harris Canada Limited", ratifying its By-law No. 24 increasing its capital from \$15,000 to \$25,000, by creation of 1000 additional common shares of the par value of \$10 each.

Dated at the office of the Attorney General this 22nd day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Cie d'Outillage et Transport Limitée Transport and Supplies Company, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to the "Cie d'Outillage et Transport Limitée"—"Transport and Supplies Company, Limited", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Ernest Carrière Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of

vince de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 août 1947, à la compagnie "La Cie Nationale de Beurre d'Érable Inc." — "The National Maple Butter Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 5 juillet 1933, ratifiant son règlement spécial "B": a) changeant son nom en celui de "Ernest Carrière Inc."; b) refondant les 50,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune du capital-actions de la compagnie en 10,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$5 chacune; c) refondant les 50,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$2 chacune, faisant également partie du capital-actions de la compagnie, en 5,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$20 chacune; d) modifiant les lettres patentes originaires de la compagnie en changeant les privilèges attachés à ses actions privilégiées; e) augmentant son capital de \$150,000 à \$500,000 par la création de 30,000 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$5 chacune et de 10,000 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$20 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Hôtel Windsor de Louiseville Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q., 1941, des lettres patentes supplémentaires, en date du 13 août 1947, changeant le nom de la compagnie "Hôtel Larocque de Valleyfield, Limitée" — "Larocque Hotel Valleyfield, Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 septembre 1946, en celui de "Hôtel Windsor de Louiseville Limitée".

Daté du bureau du Procureur général, le 13 août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Jewish Peretz School Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du vingt-deux août 1947, à la compagnie "Jewish Peretz School Inc." ratifiant son règlement N° 8-3, étendant les pouvoirs de ladite corporation par l'augmentation de la valeur de la propriété immobilière qu'elle est autorisée à posséder de \$50,000 à \$200,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

La Fenêtre Ferland Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 août 1947, à la compagnie "La Fenêtre Ferland Inc.", ratifiant son Règlement N° 5 augmentant son capital de \$19,500 à \$80,000 par la création de 305 actions or-

August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Cie Nationale de Beurre d'Érable Inc." — "The National Maple Butter Co. Inc.", incorporated by letters patent dated July 5, 1933, ratifying its special By-law "B": a) changing its name into that of "Ernest Carrière Inc."; b) changing the 50,000 common shares of a par value of \$1 each of the capital stock of the company into 10,000 common shares of a par value of \$5 each; c) changing the 50,000 preferred shares of a par value of \$2 each, also forming part of the capital stock of the company, into 5,000 preferred shares of a par value of \$20 each; d) modifying the original letters patent of the company by changing the privileges attaching to its preferred shares; e) increasing its capital from \$150,000 to \$500,000 by the creation of 30,000 additional common shares of a par value of \$5 each and 10,000 additional preferred shares of a par value of \$20 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Hôtel Windsor de Louiseville Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirteenth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, changing the name of the company "Hôtel Larocque de Valleyfield, Limitée" — "Larocque Hotel Valleyfield, Limited" incorporated by letters patent dated September 25, 1946, into that of "Hôtel Windsor de Louiseville Limitée".

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Jewish Peretz School Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Jewish Peretz School Inc." ratifying its By-Law No. 8-3 extending the powers of said Corporation by increasing the value of the immoveable property which it is authorized to possess from \$50,000. to \$200,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

La Fenêtre Ferland Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Fenêtre Ferland Inc.", ratifying its By-law No. 5 increasing its capital from \$19,500 to \$80,000 by the creation of 305 additional com-

dinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges qui seront attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 août 1947.

L'Assistant-procureur général, suppléant,
P. FRENETTE.

Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux août 1947, à "Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.", étendant les pouvoirs de ladite corporation.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Ogilvie & Dufresne Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-cinq août 1947, changeant le nom de "D & L Construction Company Limited" constituée en corporation par lettres patentes en date du 20 mai 1939, sous le nom de "Barrie Contracting Company Limited", à celui de "Ogilvie & Dufresne Incorporated".

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Tremblay & Dion Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 25 août 1947, à la compagnie "Tremblay & Dion Inc.", ratifiant son Règlement No 3 augmentant son capital de \$49,000 à \$99,000 par la création de 450 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune et de 50 actions privilégiées additionnelles d'une valeur au pair de \$100 chacune, et énumérant les privilèges attachés à ces actions privilégiées.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

ViLite Sales Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 3 septembre 1947, changeant le nom de la compagnie "Rosemount Sales Corporation", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 avril 1947, en celui de "ViLite Sales Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le 3 septembre 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

mon shares of a par value of \$100 each and 300 preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec to "Morris Winchevsky Jewish Schools Inc." extending the powers of said Corporation.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General

Ogilvie & Dufresne Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of "D & L Construction Company Limited", incorporated by letters patent dated May 30th, 1949, under the name of "Barrie Contracting Company Limited", into that of "Ogilvie & Dufresne Incorporated".

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Tremblay & Dion Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tremblay & Dion Inc.", ratifying its By-law No. 3 increasing its capital from \$49,000 to \$99,000 by the creation of 450 additional common shares of a par value of \$100 each and 50 additional preferred shares of a par value of \$100 each, and enumerating the privileges attaching to the said preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

ViLite Sales Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the third day of September, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Rosemount Sales Corporation", incorporated by letters patent dated April 25, 1947, into that of "ViLite Sales Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this third day of September, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

Vitrierie-Universa-Glass Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 27 août 1947, changeant le nom de la compagnie "Vitrierie Roy Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 février 1947, en celui de "Vitrierie-Universa-Glass Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 27 août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
P. FRENETTE.

Vitrierie-Universa-Glass Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-seventh day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, changing the name of the company "Vitrierie Roy Limitée", incorporated by letters patent dated February 22, 1947, into that of "Vitrierie-Universa-Glass Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of August, 1947.

P. FRENETTE,
Assistant Deputy Attorney General.

**Yeshivoth Tomche Tmimin (Lubavitch)
(Rabbinical College Foundation)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deux août 1947, à "Yeshivoth Tomche Tmimin (Lubavitch)" (Rabbinical College Foundation) étendant les pouvoirs de ladite corporation par l'augmentation de la valeur de la propriété immobilière qu'elle est autorisée à posséder, de \$20,000 à \$150,000.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux août 1947.

L'Assistant-procureur général suppléant,
20185 P. FRENETTE.

**Yeshivoth Tomche Tmimin (Lubavitch)
(Rabbinical College Foundation)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-second day of August, 1947, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, to "Yeshivoth Tomche Tmimin (Lubavitch)" (Rabbinical College Foundation) extending the powers of said Corporation by increasing the value of the immoveable property which it is authorized to possess from \$20,000. to \$150,000.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of August, 1947.

P. FRENETTE,
20185-o Assistant Deputy Attorney General.

Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 255,139. Dame Rose Aimé Delia Coursol, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Joseph Ayotte, des mêmes lieux, demanderesse, vs ledit Joseph Ayotte, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 4 septembre 1947.

Montréal, le 5 septembre 1947.
Le Procureur de la Demanderesse,
20204-o GUY ROUSSEAU.

Action for separation as to property

Canada, province of Quebec, district of Montreal, Superior Court, No. 255,139. Dame Rose Aimé Delia Coursol, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Joseph Ayotte, of the same place, plaintiff, vs The said Joseph Ayotte, of the same place, defendant.

An action in separation of property has been instituted in this case on the 4th of September 1947.

Montreal, September 5th, 1947.
GUY ROUSSEAU,
20204-o Attorney for Plaintiff.

Arrêté en Conseil

**ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF**

Numéro 1477

Québec, le 9 septembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil

Section "B"

CONCERNANT une modification du décret relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal.

ATTENDU QUE, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amende-

Order in Council

**ORDER IN COUNCIL
CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL**

Number 1477

Quebec, September 9, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council

Part "B"

CONCERNING an amendment of the decree relating to the construction industry and trades in the district of Montreal.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the

ments), le Ministre du Travail a donné avis de son intention de recommander l'approbation d'une modification au décret numéro 3002 du 31 juillet 1946, relatif à l'industrie et aux métiers de la construction dans la région de Montréal;

ATTENDU QUE ledit avis a été publié dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juillet 1947;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de la modification proposée;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 3002, soit modifié de la façon suivante:

L'article XX, concernant l'industrie des ascenseurs, est modifié en rajoutant l'alinéa "a" de son paragraphe "9" et en le remplaçant par le suivant:

a) *Région de Montréal:*

Travaux de construction, réparation et modernisation:

Mécanicien.....	\$1.35
Aide.....	0.95"

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,

Greffier du Conseil Exécutif.

20205-o

Minister of Labour has given notice of his intention to recommend the approval of an amendment of the decree number 3002 of July 31, 1946, relating to the construction industry and trades in the district of Montreal;

WHEREAS the said notice has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 26, 1947;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendment;

IT IS ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3002, be amended as follows:

Section XX, concerning the elevator industry, is amended by deleting paragraph "a" of its subsection "9" and replacing it by the following:

a) *Montreal Region:*

On construction repair and modernization work:

Mechanic.....	\$1.35
Helper.....	0.95"

(Document "B" annexed to the Order)

A. MORISSET,

Clerk of the Executive Council.

20205-o

Avis divers

INTERNATIONAL PAPER SALES COMPANY INC.

La résolution suivante a été proposée, secondée et adoptée à l'unanimité:

Règlement "C"

Un règlement pour réduire le nombre des directeurs.

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie:

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes réduit de neuf à six.

Que le premier paragraphe du Règlement n° 7 de la compagnie, tel qu'amendé, soit et il est par les présentes amendé par la substitution du mot "six" au mot "neuf", de manière à ce que le premier paragraphe du Règlement n° 7 se lise comme suit:

"Un bureau de six directeurs sera élu annuellement choisi parmi les actionnaires de la compagnie, chacun desquels devra, pendant la durée de ses fonctions, détenir au moins une action du capital-actions de la compagnie, absolument, de son propre droit, et ne devra pas être en arriéré concernant tout appel quelconque là-dessus."

Je, Roy Campbell, secrétaire dûment nommé de "International Paper Sales Company Inc.", certifie par les présentes, sous le sceau de la compagnie, que ce qui précède est une copie conforme et exacte du Règlement "C" de la compagnie, tel que décrété par ses directeurs à une assemblée dûment convoquée et tenue le 8e jour d'août 1947, et sanctionnée par le vote unanime des actionnaires présents (représentant plus des deux tiers du capital-actions émis de la compagnie) à une assemblée générale spéciale convoquée et tenue à cette fin le 15e jour d'août 1947.

Daté à Montréal, le 22e jour d'août 1947.

Le Secrétaire,
ROY CAMPBELL.

20144-x

Miscellaneous Notices

INTERNATIONAL PAPER SALES COMPANY INC.

The following resolution was moved seconded and unanimously adopted:

By-Law "C"

A by-law to decrease the number of directors.

Be it and it is hereby enacted as a By-law of the Company:

That the number of Directors be and it is hereby decreased from nine to six.

That the first paragraph of By-law No. 7 of the company, as amended, be and it is hereby amended by substitution of the word "six" for the word "nine" so that such first paragraph of By-law No. 7 shall read as follows:

"A Board of six directors shall be elected annually from among the shareholders of the Company, each of whom during his tenure of office shall hold at least one share of the stock of the Company absolutely in his own right and shall not be in arrears in respect of any calls thereon."

I, Roy Campbell, duly appointed Secretary of International Paper Sales Company Inc., do hereby certify under the seal of the Company that the foregoing is a true and exact copy of By-Law "C" of the Company as enacted by its Directors at a meeting duly called and held on the 8th day of August, 1947, and confirmed by the unanimous vote of the shareholders present (representing more than two-thirds of the issued capital stock of the company) at a special general meeting called and held for the purpose on the 15th day of August, 1947.

Dated at Montreal, this 22nd day of August, 1947.

ROY CAMPBELL,
Secretary.

20144-x-o

AVIS

Avis est par les présentes donné en vertu de l'article 8 de la Loi du Régime des Eaux Courantes que "The Hydro-Electric Power Commission of Ontario", dont le bureau principal est dans la cité de Toronto, dans la province d'Ontario, a l'intention de faire application pour obtenir l'autorisation de faire construire des travaux pour la production de l'énergie électrique qui comprennent essentiellement un barrage principal, des travaux d'art, station génératrice, chenal de décharge, barrage de contrôle, barrage auxiliaire, chenal déversoir, barrage latéral et descente de bûches, sur le cours d'eau connu sous le nom de Rivière Ottawa, en partie dans la province d'Ontario et en partie dans la province de Québec; la partie desdits travaux dans la province de Québec sera située sur des parties de la moitié nord des lots 23, 24 et 25, rang II, lesquelles parties sont maintenant désignées aux plan et livre de Renvoi officiels pour ledit canton d'Aberdeen comme étant le Bloc "C"; sur des parties des quarts nord des lots 37, 38, 39 et 40, rang III, sur des parties des quarts nord et sud du lot 41, rang III, lesquelles parties sont maintenant connues et désignées audits plan et livre de Renvoi officiels comme étant le Bloc "E" et le Bloc "G"; sur des parties des quarts sud des lots 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43, rang IV, lesquelles dites parties sont maintenant désignées comme étant les lots numéros 37A, 38A, 39A, 40A, 41A, 42A et 43A dans le quatrième rang aux plan et livre de Renvoi officiels pour ledit canton d'Aberdeen; sur les parties nord et sud de la partie non arpentée du canton d'Aberdeen qui se trouvent à l'est des limites est du lot 41, rang III, laquelle partie est maintenant désignée comme étant le Bloc "K" audit Plan officiel; et sur des parties de la réserve de la Couronne, toutes dans le canton d'Aberdeen, dans le comté de Pontiac, lesdites parties étant maintenant connues et désignées au plan officiel pour ledit canton comme étant le Bloc "H"; et sur des terrains couverts par les eaux de ladite rivière devant des parties desdits lots 42 et 43 rang IV et des parties de ladite réserve de la Couronne, lesquelles parties sont maintenant désignées audit plan officiel comme étant le Bloc "J".

Avis est aussi donné qu'une requête à cet effet a été envoyée au Ministre des Ressources Hydrauliques, accompagnée de plans et devis démontrant l'emplacement choisi pour cette construction et les terrains qui seront affectés par le refoulement de l'eau, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé aux bureaux des divisions d'enregistrement de Pontiac à Campbell's Bay, Québec et de Temiscamingue à Ville-Marie, Québec.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le jour même ou le lendemain de la date de la dernière publication de cet avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Daté à Toronto, Ontario, ce 20e jour de août, 1947.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION
OF ONTARIO

Le Secrétaire,
OSBORNE MITCHELL.

20068-35-4-o

NOTICE

Public notice is hereby given in accordance with section 8 of the Water-Course Act, that The Hydro-Electric Power Commission of Ontario, having its head office at the city of Toronto, in the province of Ontario, intends to apply for authorization to have constructed works for the production of electrical energy, consisting essentially of a main dam, headworks, power house, tailrace channel, control dam, auxiliary dam, diversion channel, block or side dam and log chute, on the watercourse known as the Ottawa River, partly in the province of Ontario and partly in the province of Quebec, the portion of the said works in the province of Quebec to be on parts of the north halves of lots Nos 23, 24 and 25, range II, which parts are now known on the Official Cadastral Plan and Book of Reference for the said Township of Aberdeen as Block "C"; on parts of the north quarters of lots Nos. 37, 38, 39 and 40, Range III, on parts of the north and south quarters of lot No. 41, Range III, which parts are now known and designated on said Official Cadastral Plan as Block "E" and Block "G"; on parts of the south quarters of lots Nos. 37, 38, 39, 40, 41, 42 and 43, Range IV, which said parts are now known as lots Nos 37-A, 38-A, 39-A, 40-A, 41-A, 42-A, 43-A, in the fourth Range, on the Official Cadastral Plan and Book of Reference for the said Township of Aberdeen; on the northerly and southerly parts of the unsurveyed part of the Township of Aberdeen lying easterly from the East limits of lot No. 41, Range III, which part is now known as Block "K" on the said Official Cadastral Plan; and on parts of the Government Reserve, all in the Township of Aberdeen, in the county of Pontiac, said parts being now known and designated on the Official Cadastral Plan for said Township as Block "H"; and on lands covered by the waters of the said river in front of parts of the said lots Nos. 42 and 43, Range IV, and parts of the said Government Reserve, which latter part is now known on the said Official Cadastral Plan as Block "J".

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by plans and specifications of such works showing the site chosen for the construction thereof and the lands which will be affected by the backing up of the water, have been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources and that duplicates of such plans and specifications have been deposited at the Registry Offices of the Registration Divisions of Pontiac and Temiscamingue at Campbell's Bay and Ville-Marie, Quebec, respectively.

The application contained in the petition will be taken into consideration on or after the day following the date of the last publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

Dated at Toronto, Ontario, this 20th day of August, 1947.

THE HYDRO-ELECTRIC POWER COMMISSION
OF ONTARIO

OSBORNE MITCHELL,
Secretary.

20068-35-4-o

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Association des Loisirs de Fassett", en date du 25 août 1947, dont le siège social est situé à Fassett, comté de Papineau, et

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Association des Loisirs de Fassett", under date the twenty-fifth day of August, 1947, whereof the

que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 3 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20186-o JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec
VILLE DE BAGOTVILLE
TIRAGE AU SORT

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement 175, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-9, 137, 238, 247, 259, 271, 274, 285, 337, 339, 352, 354, 365, 379, 385, 422, 479, 490, 525, 541 et 556.

Dénomination de \$500.00: D-96, 134, 145, 195, 214, 272, 285, 295, 296, 339, 350, 354, 377, 411, 470, 553, 637, 659, 725, 752, 822 et 830.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire trésorier,
20187-o JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY.

VILLE DE BEAUCEVILLE-EST
COMTÉ DE BEAUCE

AVIS PUBLIC

Re: Rachat des obligations de Ville de Beauceville-Est, 4% échéant le premier novembre 1947 et le premier mai 1948.

Avis public est, par les présentes donné que le premier novembre 1947 la Ville de Beauceville-Est, comté de Beauce, rachètera au prix de 101% les obligations mentionnées ci-dessus, émises en vertu des règlements N° 23 et 25, tel que stipulé aux dits règlements, aux obligations elles-mêmes et conformément au chapitre 212 des Statuts Refondus de 1941, intitulé: Loi des emprunts rachetables par anticipation:

A compter du premier novembre 1947, la ville de Beauceville-Est, comté de Beauce, cessera de payer l'intérêt sur les obligations rachetables en vertu du présent avis.

Le Secrétaire-trésorier,
20188-o CONRAD MATHIEU.

AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a, le 15 septembre 1947, autorisé la "Fédération Catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la Province de Québec Inc." à changer son nom en celui de "Fédération Nationale Catholique des Employés du Commerce, Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q., 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20, article 3.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 16 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20206-o JEAN BRUCHÉSI.

head office is at Fassett, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this third day of September, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20186 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec
TOWN OF BAGOTVILLE
DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 175, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-9, 137, 238, 247, 259, 271, 274, 285, 337, 339, 352, 354, 365, 379, 385, 422, 479, 490, 525, 541 and 556.

Denomination of \$500.00: D-96, 134, 145, 195, 214, 272, 285, 295, 296, 339, 350, 354, 377, 411, 470, 553, 637, 659, 725, 752, 822 and 830.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1947, from which date they shall cease to bear interest.

JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY,
20187-o Secretary-treasurer.

CITY OF BEAUCEVILLE-EAST
COUNTY OF BEAUCE

PUBLIC NOTICE

Re: Redemption of Beauceville-East Bonds 4%, Maturing November 1st 1947 and Mai 1st 1948.

Public notice is hereby given according to chapter 212 of the Revised Statutes of 1941, entitled "An Act respecting loans contracted with a clause for redemption by anticipation", that on the 1st of November 1947, the City of Beauceville-East, county of Beauce, shall redeem at the price of 101% the bonds above mentioned, issued under the authority of by-laws No. 23 and 25, in conformity with said by-laws, and as mentioned on the bonds themselves.

From November 1st 1947, the City of Beauceville-East, county of Beauce, shall pay no more interest on bonds redeemable, in virtue at the present notice.

CONRAD MATHIEU,
20188-o Secretary-treasurer.

NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, on September 15, 1947, authorized the "Fédération Catholique des Employés du Commerce, de l'Industrie et de la Finance de la Province de Québec, to change its name to that of "Fédération Nationale Catholique des Employés du Commerce, Inc.", and such in conformity with the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q., 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20, section 3.

Given at the office of the Provincial Secretary, September 16, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20206 Under Secretary of the Province.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE SAINT-AUGUSTIN
COMTÉ DE ROBERVAL

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 23 mars 1939, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-44, 47, 48, 58, 62 et 74.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

20189-o Le Secrétaire-trésorier,
ÉDOUARD NIQUET.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF ST-AUGUSTIN
COUNTY OF ROBERVAL

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under resolution of March 23rd, 1939, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-44, 47, 48, 58, 62, 74.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1947, from which date they shall cease to bear interest.

20189-o ÉDOUARD NIQUET,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU CANTON TACHÉ

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 22 février 1940, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: Nos C-9, 70 et 119.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

20190-o Le Secrétaire trésorier,
J.-A. TREMBLAY.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE TOWNSHIP TACHÉ

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under resolution of February 22nd, 1940, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: Nos C-9, 70 and 119.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1947, from which date they shall cease to bear interest.

20190-o J. A. TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DU VILLAGE
DE BAGOTVILLE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu de la résolution du 10 novembre 1942, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-27, 46, 52, 53, 61, 67, 73, 75, 78, 110, 111 et 127.

Dénomination de \$500.00: D-58, 88, 89, 90, 139, 151, 195, 197.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

20191-o Le Secrétaire-trésorier,
JOSEPH-EUGÈNE TREMBLAY.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF THE VILLAGE
OF BAGOTVILLE

DRAWING OF BONDS

The following bonds issued under resolution of November 10th, 1942, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-27, 46, 52, 53, 61, 67, 73, 75, 78, 110, 111, 127.

Denomination of \$500.00: D-58, 88, 89, 90, 139, 151, 195, 197.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1947, from which date they shall cease to bear interest.

20191-o JOSEPH EUGÈNE TREMBLAY,
Secretary-Treasurer.

Province de Québec

CANTON FARNHAM, PARTIE OUEST

TIRAGE AU SORT

Les obligations portant les numéros suivants, émises sous l'autorité du règlement N° 217 de la corporation plus haut mentionnée, ont été désignées par le sort pour être rachetées le 1er novembre prochain:

Dénomination de \$100.00: C-10, 15, 27 et 31.
Dénomination de \$500.00: D-15.

20192-o Le Secrétaire-trésorier,
OVILA LAGUE.

Province of Quebec

TOWNSHIP OF FARNHAM, WEST PART

DRAWING OF BONDS

The following bonds issued under the authority of By-law 217 of the above mentioned corporation, have been drawn by lots to be redeemed on the 1st of November next:

Denomination of \$100.00: C-10, 15, 27 and 31.
Denomination of \$500.00: D-15.

20192-o OVILA LAGUE,
Secretary-Treasurer.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Syndicat des Instituteurs Catholiques du Nord-

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Syndicat des Instituteurs Catholiques

Ouest Québécois", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 23 août 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Val d'Or, Abitibi.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20210-0 JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

PAROISSE DE LAROUCHE

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 10, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$500.00: Nos D-12 et 26.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
20193-0 EDDY DUBOIS.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Canadienne des Employés d'Hôtels, Local N° 2", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 9 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20194-0 JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

PAROISSE DE SAINT-AUGUSTIN
COMTÉ DE ROBERVAL

TIRAGE D'OBLIGATIONS

Les obligations suivantes, émises en vertu du règlement N° 17, ont été tirées au sort:

Dénomination de \$100.00: C-54, 67, 164 et 166.

Les dites obligations seront remboursables le 1er novembre 1947, date à laquelle elles cesseront de porter intérêt.

Le Secrétaire-trésorier,
20195-0 ÉDOUARD NIQUET.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Travailleurs Elesco" — "Elesco Workers' Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 11 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Sherbrooke, district de Saint-François.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20196-0 JEAN BRUCHÉSI.

du Nord-Ouest Québécois", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on August 23 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Val d'Or, Abitibi.

JEAN BRUCHÉSI,
20210 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

PARISH OF LAROUCHE

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law No. 10, have been drawn by lots:

Denomination of \$500.00: Nos D-12 and 26.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November 1947, from which date they shall cease to bear interest.

EDDY DUBOIS,
20193-0 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Canadienne des Employés d'Hôtels, Local N° 2", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 9, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
20194 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

PARISH OF SAINT AUGUSTIN
COUNTY OF ROBERVAL

DRAWING OF BONDS

The following bonds, issued under By-law 17, have been drawn by lots:

Denomination of \$100.00: C-54, 67, 164, 166.

The said bonds shall be redeemable on the 1st of November, 1947, from which date they shall cease to bear interest.

ÉDOUARD NIQUET,
20195-0 Secretary-Treasurer.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Travailleurs Elesco" — "Elesco Workers' Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members has been authorized by the Provincial Secretary on September 11, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Sherbrooke, district of Saint-François.

JEAN BRUCHÉSI,
20196 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif de Consommation Ste-Agathe", en date du 22 août 1947, dont le siège social est situé à Sainte Agathe, comté de Lotbinière, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 10 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20211-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif de Consommation Ste-Agathe", under date the 22nd day of August, 1947, whereof the head office is at Sainte-Agathe, county of Lotbinière, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 10th day of September, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20211 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Forestier Manche d'Épée", en date du 17 août 1947, dont le siège social est situé à Manche d'Épée, comté de Gaspé-Nord, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20212-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Forestier Manche d'Épée" under date the 17th day of August, 1947, whereof the head office is at Manche d'Épée, county of Gaspé-North, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of September, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20212 Under Secretary of the Province.

THÉO LAMARRE & CIE LIMITÉE

Règlement No. XVII

Règlement pour augmenter le nombre des directeurs de Théo. Lamarre & Cie Limitée de trois à cinq:

Attendu qu'il est de l'intérêt de la compagnie d'augmenter le nombre de ses directeurs de trois à cinq:

Qu'il soit et il est par les présentes décrété comme règlement de la compagnie ce qui suit:

Le paragraphe I du règlement No. III des règlements de la compagnie est abrogé et remplacé par le suivant:

Règlement No. III

Directeurs:—1. Nombre: Les affaires de la compagnie seront administrées par un conseil d'administration composé d'au moins cinq (5) membres."

Décrété le 31 mars 1947.

Le Secrétaire,
THÉO. LAMARRE, Jr.

Vraie copie

20213-o

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Employés de Aird & Son Limited", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20214-o JEAN BRUCHÉSI.

THÉO. LAMARRE & CIE LIMITÉE

By-law No. XVII

By-law to increase the number of the Directors of Théo. Lamarre & Cie Limitée from three to five.

Whereas it is in the interest of the company to increase the number of directors from three to five;

Be it and it is hereby enacted that the following be a By-law of the company:

Paragraph 1 of By-law No III of the By-laws of the company is repealed and replaced by the following:

By-law No. III

Directors: 1. number: The affairs of the company will be managed by a Board composed of at least five (5) members."

Enacted March 31st, 1947

True copy

THÉO. LAMARRE, Jr.,
Secretary.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Employés de Aird & Son Limited", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
20214 Under Secretary of the Province.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "L'Entraide Agricole de Drummond", en date du 15 septembre 1947, dont le siège social est situé à Drummondville, comté de Drummond, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 17 septembre 1947.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20215-o JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "L'Entraide Agricole de Drummond", under date the fifteenth day of September, 1947, whereof the head office is at Drummondville, county of Drummond, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of September, 1947.

JEAN BRUCHÉSI,
20215 Under Secretary of the Province.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "L'Association Protective des Employés de Graceline", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 17 septembre 1947.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la Province,
20223-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "L'Association Protective des Employés de Graceline", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on September 17, 1947.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, district of Montreal.

JEAN BRUCHÉSI,
20223 Under Secretary of the Province.

Charte — Abandon de

Avis est donné par les présentes que "St. Viateur Realities Limited", corporation dûment constituée, ayant son siège social en la cité de Montréal, constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du sixième jour de février mil neuf cent trente-neuf, demandera la permission d'abandonner sa charte conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, le 15 septembre 1947.

Le Procureur,
20203 J.-H. HUTCHESON.

Charter — Surrender of

Notice is hereby given that St. Viateur Realities Limited, a body politic and corporate, having its head office in the City of Montreal, incorporated by letters patent of the province of Quebec, on the sixth day of February, nine hundred and thirty-nine, will apply for leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 15th September, 1947.

J. H. HUTCHESON,
20203-o Attorney.

Département de l'Agriculture

Industrie laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE
LA PROVINCE DE QUÉBEC

Ordonnance N° 17-46A

Extrait des procès-verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du mercredi, 17 septembre 1947, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie laitière, à Montréal, à 10 heures du matin.

Présents: MM. Dr Émile Nadeau, président, Jos Hébert, Omer Milot et J.-P. Beauchemin, commissaires, Alphonse Savoie, secrétaire, Roland Camirand, inspecteur général des produits laitiers et Charles-A. Gamache, conseiller juridique.

La Commission décrète ce qui suit:

L'article 3, de l'ordonnance N° 17-46, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 5 octobre 1946, est amendé en ajoutant après les mots

Department of Agriculture

Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION
OF THE PROVINCE OF QUEBEC

Order No. 17-46A

Excerpt from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Wednesday, September 17, 1947, held in the office of the Dairy Industry Commission in Montreal at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Dr. Émile Nadeau, President, Jos. Hébert, Omer Milot and J.-P. Beauchemin, Commissioners, Alphonse Savoie, secretary, Roland Camirand, Inspector-General of Dairy Products, and Charles A. Gamache, Legal Adviser.

It is enacted as follows:

Article 3 of Order No. 17-46, published in the *Quebec Official Gazette* of October 5th, 1946, is amended by adding, after the words "F.O.B.

"F.A.B. place d'affaires dudit marchand", ce qui suit: "et, à même cette somme, payer à la Commission de l'Industrie Laitière de la province de Québec, ½ cent par cent livres de lait ainsi reçu. Cette contribution de ½ cent par cent livres de lait sera remise en partie à la Fédération des Associations des Producteurs de lait du Québec au prorata de ses membres et la balance sera employée à promouvoir la consommation du lait en nature."

La présente ordonnance entrera en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

Le secrétaire de ladite Commission est chargé de la publication de la présente ordonnance dans le prochain numéro de la *Gazette officielle de Québec*.

Signé: MM. Dr ÉMILE NADEAU, président,
JOS. HÉBERT,
OMER MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE,
Le Secrétaire, Commission
de l'Industrie Laitière.

20221-o

business place of said dealer", the following: "and out of this sum, pay the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec, one half cent for each hundred pounds of milk received. This contribution of one half cent per hundred pounds of milk shall be remitted in part to the Fédération des Associations des Producteurs de lait du Québec, at the prorata of its members, and the balance shall be used to promote the consumption of milk in its natural state."

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

The Secretary of said Commission is charged with the publication of the present Order in the next issue of the *Quebec Official Gazette*.

(Signed): MESSRS. Dr. ÉMILE NADEAU, President,
JOS. HÉBERT,
OMER MILOT,
J.-P. BEAUCHEMIN.

(Certified) ALPHONSE SAVOIE,
The Secretary, Dairy
Industry Commission.

20221-o

Département de l'Instruction publique

N° 914-47

Québec, le 15 septembre, 1947

Demande est faite de changer le nom de la municipalité scolaire de Saint-Rémi de la Rivière Métis, dans le comté de Matane, en celui de "Price".

Le Surintendant de l'Instruction publique,
20202-38-2-o J.-P. LABARRE.

Department of Education

No. 914-47.

Quebec, September 15, 1947.

Application is made to change the name of the school municipality of Saint Rémi de la Rivière Métis, in the county of Matane, to that of "Price".

J. P. LABARRE,
20202-38-2 Superintendent of Education.

Département des Terres et Forêts

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Lévis — Quartier Notre-Dame. Division d'enregistrement de Lévis.

Avis est par la présente donné que les lots 420, 421, 449 et 450 sont corrigés et le lot 1295 est ajouté en vertu des articles 2174 et 2174A du Code civil.

Québec, le 28 août 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20197-o

Department of Lands and Forests

NOTICE

Official Cadastre of the city of Lévis — Notre-Dame ward. Registration division of Lévis.

Notice is hereby given that lots 420, 421, 449 and 450 are corrected and lot 1295 is added in virtue of Articles 2174 and 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 28th, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

20197

AVIS

Cadastre officiel de la ville de Fraserville. Division d'enregistrement de Témiscouata.

Avis est par la présente donné qu'une partie des lots 616 et 618 est annulée et le lot 621 est ajouté en vertu de l'article 2174A du Code civil Québec, le 23 août 1947.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

20200-o

NOTICE

Official Cadastre of the town of Fraserville. Registration Division of Témiscouata.

Notice is hereby given that part of lots 616 and 618 is cancelled and lot 621 is added in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, August the 23rd, 1947.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

20200-o

Département du Travail

AVIS

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.E.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties ci-après mentionnées lui ont présenté une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Standard Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd. The London Paper Box Company Limited, Major Paper Box & Wire Works Limited, United Paper Box Company Limited, City Paper Box Co. Ltd. Cartons Limited, Atlantic Paper Box Co. Ltd. The Atlas Paper Box Co. Limited, Canada Envelope Co., Premier Paper Box Ltd, J. C. Wilson Limited, Walter M. Lowney Co. Limited, Imperial Pin Co. Limited, Grover Mills Limited, Cormier Paper Box Co. Ltd, Richelieu Paper Box Co. Limited, Ideal Paper Box Co. Limited, Marieville Paper Box Co., Globe Paper Box Co. Ltd, L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc., Page-Sangster Printing Co. Ltd;

Et, D'AUTRE PART:

L'Association des Employés de "American Paper Box Co. Ltd.", L'Association des Employés de "Standard Paper Box Ltd., Division Folding and Solid", La Fraternité des Employés de "Premier Paper Box Limited", L'Association des Employés de "King Paper Box Co. Ltd.", L'Association des Employés de "United Paper Box Co. Ltd.", "Cartons Employees Amical Association", "Major Paper Box and Wire Works Ltd. Employees Association", "Le Syndicat national catholique des Employés de l'Industrie des boîtes de carton.

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés suivant les conditions ci-après:

I. Jurisdiction: a) Jurisdiction territoriale: La Jurisdiction territoriale du décret, aux fins d'application, comprend toute la province de Québec.

Cette urisdiction est divisée en deux (2) zones, de la façon suivante:

Zone I: L'île de Montréal et le territoire compris dans un rayon de cinquante (50) milles de ses limites.

Zone II: Le reste de la province de Québec.

b) Jurisdiction industrielle: La jurisdiction industrielle du décret comprend la fabrication des boîtes de carton, des boîtes faites d'imitation de bois, faites en partie ou finies avec papier ou carton, et de toutes autres boîtes à base de fibre, pulpe ou papier non gaufré. Toutefois, le décret ne régit pas la fabrication des boîtes de carton gaufré.

c) Jurisdiction professionnelle: Le décret ne régit que les salariés pour lesquels un taux de salaire est déterminé dans les articles spécifiant les taux de salaires minima ainsi que les salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans l'industrie de la boîte de carton.

Department of Labour

NOTICE

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R. S.Q., 1941, chapter 163 as amended), that the parties hereafter mentioned have submitted to him a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

Standard Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd. The London Paper Box Company Limited, Major Paper Box & Wire Works Limited, United Paper Box Company Limited, City Paper Box Co. Ltd. Cartons Limited, Atlantic Paper Box Co. Ltd. The Atlas Paper Box Co. Limited, Canada Envelope Co., Premier Paper Box Ltd, J. C. Wilson Limited, Walter M. Lowney Co. Limited, Imperial Pin Co. Limited, Grover Mills Limited, Cormier Paper Box Co. Ltd, Richelieu Paper Box Co. Limited, Ideal Paper Box Co., Limited, Marieville Paper Box Co., Globe Paper Box Co. Ltd, L'Association Patronale du Commerce de Québec, Inc., Page-Sangster Printing Co. Ltd;

AND, ON THE OTHER PART:

The American Paper Box Co. Ltd. Employees' Association, The Standard Paper Box Ltd. Employees' Association, Folding and Solid Division, The Brotherhood of the Employees of Premier Paper Box Limited, The King Paper Box Co. Ltd. Employees' Association, the United Paper Box Co. Ltd. Employees' Association, Cartons Employees Amical Association, Major Paper Box and Wire Works Ltd. Employees' Association, Le Syndicat national catholique des Employés de l'Industrie des boîtes de carton.

for the employers and the employees of the industry and trades concerned, according to the following conditions:

I. Jurisdiction: a) Territorial jurisdiction: The territorial jurisdiction of the decree, for purposes of enforcement, includes the entire province of Quebec.

Such jurisdiction is divided into two (2) zones, as follows:

ZONE I: The Island of Montreal and the territory comprised in a radius of fifty (50) miles from its limits.

ZONE II: The remainder of the Province of Quebec.

b) Industrial jurisdiction: The industrial jurisdiction of the decree comprises the manufacturing of paper boxes, of wood-imitation boxes, partly made or completed with paper or cardboard, and of all other fibre, pulp or paper boxes made of uncorrugated material. However, the decree does not apply to the manufacturing of corrugated paper boxes.

c) Professional jurisdiction: The decree applies only to the employees for which a wage rate is established in sections stipulating minimum wage rates, and to the employees of the printing trades working in the paper box industry.

ZONE I

Taux de salaires et conditions de travail

Salaires minima: Le salaire minimum des salariés affectés à la fabrication des boîtes, des chauffeurs de bouilloires, des mécaniciens de machines fixes et des salariés préposés à l'expédition, à la livraison, à l'entretien ou à la réparation des immeubles et machines est le suivant pour les catégories respectives de salariés mentionnées ci-après:

a) Salariées — Female Employees:

Contremaîtresse — Forelady	\$0.42
Travailleuse à la main, 1ère classe — Handwork, first class	0.36
Mécanicienne de machine S. et S. — Sand S Machine Operator	0.36
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top-Piece Machine Operator	0.36
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering Machine Operator	0.36
Mécanicienne de machine à renforts — Staying Machine Operator	0.36
Attacheuse — Tier	0.36
Piqueuse à la machine — Stitcher	0.36
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand-Fed Table Gummer	0.32
Fileuse de machine à renforts à quatre coins — Four-Corner Machine feeder	0.36
Fileuse de machine "Brightwood" — Brightwood Machine feeder	0.36
Salariées non-classifiées — Non-classified help	0.29
Apprentie — Apprentice:	
1er semestre 20% de moins que le minimum — 1st six months 20% less than minimum rate.	
2e semestre 10% de moins que le minimum — 2nd six months 10% less than minimum rate.	

Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariées au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées.

Nonobstant la cédule de salaire précédente, le salaire minimum moyen des salariées, y compris les apprenties, ne doit pas être inférieur à \$0.56 par heure; aux fins de calcul de cette moyenne les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima ci-haut mentionnés.

ZONE I

Wage rates and working conditions

H. Minimum wage rates: The minimum wages of the employees working in the manufacturing of boxes, of boiler firemen, stationary enginemen, those working in the shipping and delivery departments, building and machinery repair and maintenance men, shall be the following for the respective categories of employees hereinafter mentioned:

Taux Minimum horaires hourly minima rates	Taux Maximum horaires hourly maxima rates
\$0.42	\$0.57
0.36	0.49
0.36	0.48
0.36	0.48
0.36	0.48
0.36	0.48
0.36	0.48
0.36	0.48
0.32	0.45
0.36	0.48
0.36	0.48
0.29	0.48

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginemen.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentices, shall not be less than \$0.56 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the above maximum rates shall not be considered.

b) Salariés Sexe Masculin — Male employees:

Taux Minimum horaires hourly minima rates	Taux Maximum horaires hourly maxima rates
\$0.74	\$1.01
0.66	0.84
0.59	0.81
0.54	0.74
0.60	0.80
0.41	0.51
0.60	0.80
0.41	0.51
0.49	0.66
0.51	0.68
0.46	0.66
0.58	0.81
0.54	0.64
0.66	1.01
0.51	0.70
0.49	0.59
0.74	0.96
0.51	0.71

Pressier-pressé cylindre à découper — Cylinder box press operator	0.61	0.81
Pressier-pressé "Colt" — Colt press operator	0.58	0.78
Fileur-pressé cylindre à découper — Cylinder box press feeder	0.47	0.62
Fileur presse "Colt" — Colt press feeder	0.47	0.62
Mécanicien de machine automatique à coller — Automatic glueing machine operator	0.60	0.80
Éplucheur — Stripper	0.36	0.61
Mécaniciens de machines fixes — Stationary enginem		0.78
Chief-mécanicien de seconde classe — \$42.95 par semaine Chief-engineman, Second class — 42.95 per week.		
Chief-mécanicien de troisième classe — \$36.95 par semaine Chief-engineman, Third class — 36.95 per week.		
2e classe — 2nd class	0.68	
3e classe — 3rd class	0.57	
4e classe — 4th class	0.52	
Chauffeur de bouilloires — Boiler fireman	0.42	0.63
Salariés non classifiés — Non-Classified Help	0.36	0.84

Apprenti — Apprentice:

- 1er semestre 20% de moins que le minimum —
1st six months 20% less than minimum rate.
2e semestre 10% de moins que le minimum —
2nd six months 10% less than minimum rate.

Le nombre des apprentis ne doit pas dépasser 20% du nombre total des salariés au travail sur les opérations classifiées ci-haut mentionnées, excepté pour les chauffeurs de bouilloires et les mécaniciens de machines fixes.

Nonobstant la cédule précédente de salaire, le salaire minimum moyen des salariés, y compris les apprentis, ne doit pas être inférieur à \$0.56 de l'heure; aux fins de calcul de cette moyenne, les salaires plus élevés que le minimum ne doivent être considérés que dans la mesure où ils ne dépassent pas les maxima ci-haut mentionnés.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

Cependant, lorsque par exception un salarié, au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

d) Toutes sommes requises pour parfaire les salaires minima moyens stipulés dans les paragraphes précédents, perçues d'un employeur au moyen de procédures judiciaires par le Comité paritaire chargé de surveiller et d'assurer l'observance du décret, de ses modifications et de ses renouvellements, doivent être distribuées par ledit Comité aux salariés dont le salaire a servi à établir le salaire moyen à compléter, proportionnellement au salaire gagné par chacun d'eux durant la période convenue, mais sans que la somme totale du salaire et de la distribution ainsi reçue par chaque salarié ne dépasse le taux horaire maximum de sa classification. Toutefois, aucun salarié dont le taux de salaire pour la même période était plus élevé que le taux horaire maximum de sa classification n'a droit à cette distribution.

e) Les taux actuels de salaires payés à tous les employés masculins seront augmentés de \$0.03 de l'heure ("across the board") et les taux actuels de salaires payés à tous les employés féminins seront augmentés de \$0.02 de l'heure ("across the board").

Nonobstant les dispositions du paragraphe précédent, tous les salariés engagés par un employeur après le 1er avril 1947, ne seront pas sujets à cette augmentation générale.

The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of male employees engaged on the above classified operations, except stokers and stationary enginem.

Notwithstanding the preceding wage schedule, the average minimum wages of male employees, including apprentice, shall not be less than \$0.56 per hour; for the purposes of computing that average, that part of the wages exceeding the above maximum rates shall not be considered.

c) An employee who performs regularly during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

d) All payments required to make up the minimum average wages provided by the preceding paragraphs, collected from an employer by the Parity Committee formed to supervise and ensure the carrying out of the decree, its amendments and renewals, by recourse to judicial proceedings, must be distributed by the said Committee to the employees whose wages were used to compute the average wage to be completed, in proportion to the wage earned by each said employee during the period in question the total amount of wages and distribution so received by each employee not to exceed the maximum rate of his classification. Nevertheless, no employee whose rate of wages for the same period was higher than the maximum rate of his classification, is entitled to said above distribution.

e) Actual wage rates paid to all male employees shall be increased by \$0.03 per hours (across the board) and actual wage rates paid to all female employees shall be increased by \$0.02 per hour (across the board).

Notwithstanding provisions of the above paragraph, all employees hired after the 1st of April 1947, shall not be entitled to this overall increase.

La date effective de cette augmentation sera la date de la publication de l'ordre en conseil dans la *Gazette officielle de Québec*.

Nonobstant les dispositions de cet article, toute augmentation donnée à un employé ou une employée depuis le 1er avril 1947 sera valable aux fins de l'application de cette augmentation générale.

III. *Heures de travail:* a) La durée régulière du travail est de quarante-sept heures et demie ($47\frac{1}{2}$) par semaine. Tout travail excédant quarante-sept heures et demie ($47\frac{1}{2}$) doit être rémunéré au taux de salaire et demi.

b) Les limites d'heures spécifiées au paragraphe "a" du présent article ne s'appliquent pas aux expéditeurs, préposés à la réparation, chauffeurs de bouilloires (stokers) ou mécaniciens de machines fixes.

c) Nonobstant les autres dispositions du présent décret, la durée hebdomadaire du travail des chauffeurs de bouilloires (stokers) et des mécaniciens de machines fixes est de soixante (60) heures. Tout travail excédant soixante (60) heures par semaine doit être payé à un taux minimum de une fois et quart les minima spécifiés dans le présent décret.

d) Les heures de travail des équipes de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

e) Les salariés d'une équipe de nuit doivent être rémunérés sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que les taux de l'équipe de jour, et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

IV. *Jours de fêtes chômés:* Tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-après mentionnés doit être rémunéré au taux de salaire double.

Dans les ateliers français: Le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et la Noël.

Dans les ateliers anglais: Le Premier de l'An, le Vendredi Saint, le jour de Victoria, la Confédération, la fête du Travail, le jour d'Actions de Grâce et la Noël.

Cependant les employeurs doivent choisir un des deux groupes de jours fériés ci-haut mentionnés pour être chômés dans leurs ateliers et faire connaître leur choix par écrit, au Comité paritaire, dans les soixante (60) jours qui suivent la date de l'entrée en vigueur du décret ainsi que chaque année à cette même date.

L'obligation de payer salaire double pour tout travail exécuté durant les jours de fêtes ci-haut mentionnés ne s'applique pas aux gardiens de nuit, chauffeurs de bouilloires (stokers) et mécaniciens de machines fixes, ainsi qu'aux employés préposés à la réparation des machines et des immeubles.

V. *Salariés des métiers de l'imprimerie:* Les conditions de salaires, de travail et d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le présent décret sont les mêmes que celles déterminées dans le décret numéro 3088, du 7 août 1946, et amendements, relatif aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait le remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-sept heures et demie ($47\frac{1}{2}$) par semaine.

VI. *Disposition générales:* a) *Vacances payées* Tout salarié au service du même employeur depuis le premier janvier de l'année précédente et dont le dossier ne démontre aucune absence volontaire dépassant dix (10) jours, doit recevoir

The effective date of this general overall increase shall be the date of the publication of the Order in Council in the *Quebec Official Gazette*.

Notwithstanding provisions of this article, any increase granted to a male or female employee since April 1st, 1947, shall be valid and shall count as far as the application of this general increase is concerned.

III. *Hours of work:* The regular work week shall consist of forty-seven and one half ($47\frac{1}{2}$) hours. Any work in excess of forty-seven and one half ($47\frac{1}{2}$) hours per week shall be paid at the rate of time and one half.

b) Such limit of the working hours as specified in subsection "a" of the present section does not apply to shippers, to repair men, to firemen (stokers) or to enginemen.

c) Notwithstanding any other provisions of the present decree, the weekly total hours of work of firemen (stokers) and of the enginemen shall be sixty (60) hours. Any work in excess of sixty (60) hours per week shall be paid at a minimum rate of time and one quarter the minimum specified in the decree.

d) For the night shifts, the hours of labour are between the quitting and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

e) Employees working on a night shift are to be paid twenty per cent (20%) higher than the day rate, and the overtime is to be computed on the twenty per cent (20%) higher rate.

IV. *Days kept as holidays:* Any work performed during the holidays hereinafter mentioned shall be paid for at the rate of double time.

In French shops: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day.

In English shops: New Year's Day, Good Friday, Victoria Day, Dominion Day, Labour Day, Thanksgiving Day and Christmas Day.

All employers must adopt either the French or English holidays for observance in their plants and must notify the Parity Committee, in writing within sixty (60) days after the date of the coming into force of the decree and every year thereafter, at the same date.

The obligation to pay double time for all work performed during the above mentioned holidays shall not apply to night watchmen, firemen (stokers) and stationery enginemen as well as to repair men for machines and buildings.

V. *Employees of the printing trades:* Wages, work and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those determined in the decree number 3088 of August 7th, 1946, and its amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree replacing it with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-seven and one half ($47\frac{1}{2}$) per week.

VI. *General provisions:* a) *Vacations with pay:* Every employee who has been working for the same employer since the first of January of the preceding year, and whose record shows no voluntary absence in excess of ten (10) days, shall

chaque année, entre le premier mai et le premier octobre, une semaine continue de vacances payées, et le montant à être payé au salarié est calculé en prenant $1/52$ des gages reçus durant l'année précédente.

Cependant, dans le cas des manufacturiers fabriquant des boîtes pour l'usage de leur propre industrie, est valable tout plan de vacances déjà approuvé par le Conseil Régional du Travail en temps de guerre, qui garantit aux ouvriers au moins une semaine de vacances et une compensation équivalant à au moins $1/52$ des gages reçus au cours de l'année précédente.

b) *Paiement du salaire*: Le salaire doit être payé au salarié en deniers ayant cours légal dans cette province. Il doit lui être remis dans une enveloppe scellée sur laquelle doivent être inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine ou de la période de travail, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paie.

c) Les salaires plus élevés actuellement payés aux salariés ne doivent pas être réduits au cours de l'existence du présent décret.

d) On doit continuer de faciliter aux salariés l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

ZONE II

Taux de salaires et conditions de travail

VII. *Définitions*: Pour les fins d'application du décret, les mots et termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

a) Le mot "contremaître" ou "contremaitresse" désigne toute personne qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, surveille les travaux et travaille elle-même le métier.

b) Le mot "assistant-contremaître" désigne toute personne qui transmet les ordres du contremaître, distribue l'ouvrage et surveille les travaux en l'absence du contremaître ou sous ses ordres.

c) Le mot "apprenti" désigne tout salarié qui apprend l'une ou l'autre des opérations régies par le présent décret.

d) Le terme "travailleuse-à-la-main-spécialisée" désigne toute salariée qui possède la compétence particulière requise et exécute les opérations suivantes: confection de boîtes à tablettes, boîtes à documents, boîtes d'étalage pour articles de toilette, etc.

e) Le terme "travailleuse-à-la-main-ordinaire" désigne toute salariée qui aide aux salariées désignées dans le paragraphe précédent, qui s'occupe d'appliquer la colle sur les articles à fabriquer, ou encore fabrique elle-même des articles qui ne demandent pas une compétence particulière, comme le posage des étiquettes, dentelles, volants, habillage de couvercles et de boîtes, etc.

f) Il doit y avoir une travailleuse-à-la-main-spécialisée dans chaque atelier où il y a travail à la table.

g) Le terme "préposé au ficelage" désigne tout salarié qui fait de l'attachage de boîtes solides.

h) Le mot "expéditeur" désigne tout salarié qui a la responsabilité de l'expédition et de la réception des marchandises.

i) Les mots "mécanicien-de-machines-fixes" et "chauffeur" désignent tout salarié régi par la loi des mécaniciens de machines fixes (S.R.Q., 1941, ch. 178).

j) Le terme "aide-de-manufacture" désigne tout salarié préposé à la fabrication des caisses à claire-voie (crates) pour expédition, s'occupant du nettoyage des planchers, aidant aussi aux salariés des autres départements lorsqu'il y a accu-

be entitled, each year, between May 1st and October 1st, to one week of paid holidays; the amount to be paid shall be calculated on the basis of $1/52$ of the wages received during the preceding year.

However, in the case of manufacturers making boxes for the use of their own industry, any vacation plan already approved by the Regional War Labour Board shall be valid providing it assures the workers of a vacation of at least one week and a compensation equal to at least $1/52$ of the wages received during the preceding year.

b) *Payment of the wages*: The wages of the employees shall be paid to them with money that is legal tender in this Province. Such wages must be handed to them in a sealed envelope on which shall be written their name in full, the date of the week or period of work, the number of hours for which payment is made, the hourly rate of wages, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

c) The higher wages actually paid to the employees shall not be reduced during the subsistence of the present decree.

d) Employers should facilitate the accomplishment of the employees' religious obligations.

ZONE II

Wages and working conditions

VII. *Definitions*: For the purposes of enforcement of the decree, the following words shall the significance hereafter given to them:

a) The words "foreman" or "foreladies" mean any person transmitting orders from the employer, dividing the work, supervising operations and performing trade work.

b) The words "assistant-foreman" or "assistant foreladies" mean any person generally assisting the foreman, seeing to the proper carrying out of the latter's orders and, also, performing trade work.

d) The word "apprentice" designates one learning either of the trades governed by the present decree.

d) The words "specialized female hand worker" mean any employee specially competent in making shelf boxes, document boxes, display boxes for toilet articles, etc., and executing such work.

e) The words "ordinary female hand worker" mean any employee helping those mentioned in the foregoing subsection, laying paste on articles to be fabricated or making herself articles which do not require a particular competency, such as the sticking of labels, the setting of lacework, covers, box and cover dressings, etc.

f) There should be one "specialized female hand worker" in every plant where table work is required.

g) The word "tiers" designates any employee committed to the tying of solid boxes.

h) The word "shipper" means any employee committed to the shipping and receiving of goods.

i) The words "stationary engineman" and "fireman" mean any person governed by the Stationary Enginemen's Act (R.S.Q., 1941, c. 178).

j) The words "general helper" mean any person committed to the manufacturing of shipping crates, the cleaning of floors and who helps the employees of other department in cases of excess of work or other emergencies.

mulation et exécutant divers autres travaux d'urgence.

k) "Mécanicien de guillotine". Il doit y avoir au moins un mécanicien de guillotine de 1ère classe dans chaque atelier; les autres peuvent être de deuxième classe.

VIII. *Salaires minima*: Travail régulier: Les taux de salaires minima sont les suivants: VIII. *Minimum wages*: Regular work: The following shall be the minimum wage rates:

a) *Salariées — Female Employees:*

	<i>Taux horaires</i> <i>Hourly rates</i>
Contremaîtresse-Forclady	\$0.45
Travailleuse à la main spécialisée — Specialized hand worker	0.43
Travailleuse à la main ordinaire — Ordinary hand worker	0.35
Mécanicienne de machine à poser les dessus — Top piece machine operators	0.37
Mécanicienne de machine "Stokes & Smith" — Stokes and Smith machine operators	0.39
Mécanicienne de machine à couvrir — Covering machine operators	0.37
Mécanicienne de machine à renfort — Staying machine operators	0.37
Piqueuse à la machine — Stitchers	0.37
Mécanicienne de gommeuse filée à la main — Hand-fed table gummers	0.35
Préposée au ficelage — Tiers	0.35
Apprenties dans les classifications mentionnées ci-dessus:	
Apprentices on above-mentioned operations:	
1er semestre — 1st six months	0.28
2e semestre — 2nd six months	0.31
Éplucheuse — Strippers	0.29
Rabateuse et plieuse — Folders	0.28
Autres salariées — Other help	0.25

b) *Salariés — Male employees:*

Contremaître — Foreman	\$0.85
Assistant-contremaître — Assistant-foreman	0.70
Mécanicien de marqueur mitrailleuse — Scorer	0.67
Mécanicien de monteuse, simple et double — End piece operator, single and double	0.57
Bobineur — Slitter operator	0.53
Presseur de rebuts — Bale press operator	0.51
Mécanicien de machine emporte-pièce — Punch operator	0.46
Faiseur de matrices — Die maker	0.75
Assistant-faiseur de matrices — Assistant die maker	0.53
Pressier-presse cylindre à découper — Cylinder box press operator	0.64
Fileur-presse cylindre à découper — Cylinder box press feeder	0.52
Pressier-presse "Colt" — Colt press operator	0.60
Fileur-presse "Colt" — Colt press feeder	0.52
Pressier-presse "Brightwood" — Brightwood press operator	0.63
Fileur-presse "Brightwood" — Brightwood press feeder	0.45
Mécanicien de machine à quatre coins — Four-corner machines operator	0.63
Fileur de machine à quatre coins — Four-corner machine feeder	0.45
Mécanicien de guillotine, 1ère classe — Cutter on knife first class	0.63
Mécanicien de guillotine, 2ème classe — Cutter on knife second class	0.54
Mécanicien de machine automatique à coller — Automatic glueing machine operator	0.70
Expéditeur — Shipper	0.62
Préposé à la scie circulaire — Circular saw operator	0.53
Chauffeur de camions — Truck driver	0.60
Aide de manufacture — General Helper	0.55

Apprentis dans les classifications mentionnées ci-dessus — Apprentices on above mentioned operations:

- 1er semestre: 30% de moins que la classification régulière — 1st six months: 30% less than the regular classification.
- 2e semestre: 15% de moins que la classification régulière — 2nd six months: 15% less than the regular classification.

Mécanicien de machines fixes — Stationary Enginemen:

2ème classe — 2nd class	\$0.73
3ème classe — 3rd class	0.63
4ème classe — 4th class	0.60
Chauffeur — Fireman	0.48
Autres salariés — Other help	0.33

IX. *Dispositions relatives aux heures de travail:*

a) La semaine normale de travail est:

1. Pour les salariés de l'industrie de la boîte de carton, de cinquante (50) heures réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq premiers jours de la semaine de travail et de 7.00 a.m. à midi le samedi.

2. Pour les mécaniciens de machines fixes et les chauffeurs, de soixante (60) heures réparties sur toute la semaine.

IX. *Provisions respecting the hours of work:* a)

The regular week of work shall consist:

1. for the employees of the paper box industry, of 50 hours distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m. for the first five days of the week, and between 7.00 a.m. and twelve (noon) on Saturday.

2. for stationary enginemen and firemen, of 60 hours distributed upon the entire week.

b) *Equipe de nuit*: Les heures de travail de l'équipe de nuit sont réparties entre les heures de la fin et du commencement du travail de l'équipe de jour, les lundi, mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

X. *Travail supplémentaire*: Tout travail exécuté en dehors des heures prévues à l'alinéa 1 du paragraphe "a" de l'article IX ainsi que celui fait en surplus de la semaine normale établie à l'article IX, est considéré comme travail supplémentaire aux fins du présent décret et doit être payé aux taux de salaire et demi de leur salaire régulier.

XI. *Travail de nuit*: L'équipe de nuit doit être rémunérée sur la base de vingt pour cent (20%) de plus que le taux du salaire régulier et toute rémunération pour travail supplémentaire doit comprendre ce vingt pour cent (20%).

XII. *Travail des jours chômés*: a) Le travail exécuté durant les jours chômés doit être rémunéré au taux du salaire double.

b) Cette clause ne s'applique pas cependant aux mécaniciens de machines fixes et aux chauffeurs.

XIII. *Dispositions diverses relatives aux salaires*: a) Les salaires plus élevés que ceux stipulés à l'art. VIII, actuellement payés à des salariés ne peuvent être diminués durant l'existence du décret, à condition toutefois que le salarié garde le même emploi et assume les mêmes obligations.

b) Le salaire doit être payé au salarié toutes les semaines en deniers ayant cours légal dans cette province. Il doit lui être payé dans une enveloppe scellée sur laquelle sont inscrits ses nom et prénoms, la date de la semaine, le nombre d'heures rémunérées, le taux du salaire horaire, le montant contenu dans l'enveloppe; celle-ci doit être initialement par la personne qui a fait la paye.

Il pourra y avoir exception, mais l'employeur devra soumettre ses raisons au Comité paritaire et ce dernier décidera.

c) Un salarié occupé au cours de la semaine, mais de façon régulière, à divers travaux pour lesquels des taux horaires différents sont spécifiés dans le décret, est considéré comme appartenant à la catégorie des salariés les mieux rémunérés et doit être payé au tarif de cette catégorie.

d) Cependant, lorsque par exception un salarié au cours d'une semaine, est appelé à faire un travail autre que son emploi régulier, et classifié dans une catégorie différente à un taux supérieur à la sienne, il doit être payé à ce taux supérieur pour le temps seulement qu'il a fait dans cette occupation occasionnelle.

XVI. *Dispositions relatives aux jours chômés et aux vacances*: a) Jours chômés: Les jours chômés pour les fins d'application du décret, sont les suivants: les dimanches, le Premier de l'An, l'Épiphanie, le Vendredi-Saint jusqu'à midi, l'Ascension, la St-Jean-Baptiste, la Confédération, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée-Conception et le jour de Noël. Toutefois, les employeurs ont la faculté de ne chômer que l'une ou l'autre des deux fêtes de la St-Jean-Baptiste ou de la Confédération.

Aux salariés qui travaillent les jours de fêtes religieuses, on doit faciliter l'accomplissement de leurs devoirs religieux.

b) *Vacances payées*: Il doit être accordé, chaque année, une semaine régulière de vacances payées à tout salarié qui au 31 mai de l'année courante, était au service du même employeur depuis douze mois consécutifs avec un maximum de pas plus de vingt-et-un jours d'absence au cours de ces douze mois. La date des vacances est laissée à la discrétion de l'employeur.

b) *Night shift*: Working hours of the night shifts shall be distributed between the hours of the finishing and starting time of the day shift, on Monday, Tuesday, Wednesday, Thursday and Friday.

X. *Overtime work*: Shall be considered as overtime work for the purposes of the decree, any work performed in excess of the hours stipulated in paragraph 1 of subsection "a" of section IX, and that done in excess of the regular week, as indicated in section IX shall be paid at the rate of time and one half.

XI. *Night work*: The night shift shall be paid on the basis of twenty (20) per cent in excess of the regular rate of pay, and any remuneration for overtime work shall include this twenty (20%) per cent.

XII. *Holidays*: a) Work performed on observed holidays shall be paid at the rate of double time.

b) This, however, does not apply to night watchmen, stationary enginemen and firemen.

XIII. *Various provisions respecting wages*: a) Wages actually higher than those mentioned in section VIII, which are paid to employees, shall not be reduced during the subsistence of the decree provided such employees keep the same obligations and duties.

b) The wages shall be paid weekly to the employee with money that is current in this Province. It shall be remitted in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week or period of labour, the number of hours paid for, the hourly rate of pay, the amount contained in the envelope; the latter shall be initialed by the pay clerk.

Any exception to the above shall be submitted to the Committee for approval.

c) An employee who performs, during the week, various operations for which different hourly rates are specified in the decree, shall be considered as belonging to that category of employees receiving the highest rate of pay, and paid accordingly.

d) However, should an employee be called, occasionally, during any one week, to perform an operation other than his regular work and classified in a different category for which a higher rate than his is established, he shall receive such higher rate only for the time worked in the said occasional occupation.

XIV. *Provisions respecting observed holidays and vacations*: a) Observed holidays: observed holidays, for the purposes of enforcement of the decree, shall be the following: Sunday, New Year's Day, Epiphany, Good Friday till noon, Ascension Day, St. John the Baptist Day, Dominion Day, Labour Day, All Saints' Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. However, the employers may observe either St. John the Baptist Day or Dominion Day.

In the case of employees working on religious holidays, steps should be taken to facilitate the carrying out of their religious duties.

b) *Vacation with pay*: Every year, one regular week of vacation with pay shall be given to every employee, who, on May 31st, of the current year, had a minimum of twelve consecutive months' service for the same employer, with a maximum of twenty-one days of absence during the twelve months. The date of such vacation shall be fixed by the employer.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant le travail consécutif si, le contrat n'a pas été résilié, les jours d'absence causés par un accident de travail, les jours de chômage et la période du congé annuel, si le travailleur n'a pas occupé pendant ces journées un autre emploi rémunéré.

XV. Dispositions relatives aux apprentis: a) Le nombre des apprentis (sexe masculin) ne doit pas dépasser 20% du nombre total des préposés aux machines suivantes: marqueur-mitrailleuse, guillotine, monteuses simples et doubles, bobineuses, presse-cylindre à découper, presse Colt, machine automatique à coller, emporte-pièce, machine Brightwood, machine à renforts et machine à quatre coins.

b) Le nombre des apprenties ne doit pas dépasser 20% du total des préposées aux machines suivantes: machine Stokes and Smith, machine à poser les dessus, machine à couvrir, machine à renforts, machine à piquer, gommeuse filée à la main ainsi que les préposées au ficelage.

XVI. Salariés des métiers de l'imprimerie: Les conditions de salaires, de travail, d'apprentissage des salariés des métiers de l'imprimerie travaillant dans les établissements régis par le présent décret sont les mêmes que celles déterminées dans les décrets numéro 3022 du 21 octobre 1943 et amendements relatifs aux métiers de l'imprimerie de la région de Québec, et numéro 3088 du 7 août 1946 et amendements, relatifs aux métiers de l'imprimerie dans la région de Montréal, ou dans tout autre décret qui pourrait les remplacer, à l'exception toutefois de la durée des heures de travail qui doit être de quarante-huit (48) heures par semaine.

XVII. Le Comité Paritaire formé pour surveiller l'application du décret N° 2202 du 8 juin 1945, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du présent décret jusqu'à ce qu'un nouveau comité soit formé. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de plein droit de tous les actifs et droits de l'ancien comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XVIII. Le décret abroge le décret numéro 2202 du 8 juin 1945 et tous ses amendements.

XIX. Durée du décret: Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au premier avril 1948. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit être également adressé au Ministre du Travail.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY,
Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1947. 20207-0

For the duration of this agreement, continuous service shall not be affected by any absence through an accident while at work, annual leave or normal lay-off, in so far as the employee did not perform any other remunerated work during such time.

XV. Provisions respecting apprentices: a) The number of male apprentices shall not exceed 20% of the total number of the operators on the following machine: scorers, cutters on knife, end piece-single and double, slitter, cylinder box press, Colt press, automatic glueing machine, punch Brightwood machine, staying machine, four-corner machine.

b) The number of female apprentices shall not exceed 20% of the total number of female operators on the following machines: Stokes and Smith machine, top piece machine, covering machine, staying machine, stitching machine, hand-ed table gummer and tiers.

XVI. Employees of the printing trades: The wages, labour and apprenticeship conditions of the employees of the printing trades working in establishments governed by the present decree are those mentioned in the decrees number 3022 of October 21st, 1943 and amendments, relating to the printing trades in the district of Quebec, and number 3088 of August 7th, 1946 and amendments, relating to the printing trades in the district of Montreal, or in any other decree that could replace them, with the exception, however, of the duration of working hours which shall consist of forty-eight (48) hours per week.

XVII. The Parity Committee organized to carry out the previous decree No. 2202 of June 8th, 1945, shall remain in office and supervise the carrying out of the present decree until a new committee is formed which shall succeed to and be vested "de plano" with all the assets and rights of the former Committee; it shall assume all the liabilities of the former committee under the said previous decree.

XVIII. The present decree repeals decree number 2202 of June 8th, 1945 and all the amendments thereto.

XIX. Duration of the decree: The present decree will come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in force until April first 1948. It then renews itself automatically from year to year, thereafter, unless one of the contracting parties notify the other in writing to the contrary with in a delay not to exceed sixty (60) days, nor to be less than thirty (30) prior to the expiry of the original term or prior to the expiry of any subsequent year. Such a notice must also be sent to the Minister of Labour.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, September 20, 1947. 20207-0

AVIS DE MODIFICATION

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la Convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative au commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis et le territoire compris dans un rayon de 50 milles de leurs limites, rendue obligatoire par le décret numéro 2347, du 27 juin 1944, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements. On demande:

SECTION I

1° Que les paragraphes "b" et "bb" de l'article I soient remplacés par les suivants:

"b) 1. Le terme "commerce en demi-gros" désigne le commerce des personnes dont c'est l'occupation principale de distribuer à d'autres commerçants en gros ou en demi-gros et aux détaillants des marchandises ou des produits ultérieurement destinés aux consommateurs."

"b) 2. Le terme "fabricants" désigne les personnes qui fabriquent ou transforment ou conditionnent des produits d'alimentation humaine ou animale ou ces deux catégories de produits à la fois. Ce terme ne s'applique pas aux fabricants des produits de la boulangerie, de la pâtisserie et de la biscuiterie."

"b) 3. Le terme "maison de salaison" désigne un établissement dont l'occupation principale est la vente et la transformation de la viande (packers) sous toutes ses formes pour consommation humaine."

2° Que le paragraphe "j" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"j) Le terme "homme préposé à la préparation des commandes" désigne le salarié dont la fonction principale est de préparer les commandes pour l'expédition."

3° Que le paragraphe "o" de l'article I soit remplacé par le suivant:

"o) 1. Le terme "meunier ou homme préposé au moulage" désigne la personne qui a la responsabilité de la préparation des moulées de grains, viande et "suppléments" ou toute personne qui est en charge des malaxeurs."

4° Que le paragraphe "p" de l'article I devienne le paragraphe "p.1".

5° Que le paragraphe "s" de l'article I soit remplacé par les suivants:

"s) 1. Le terme "surnuméraire d'entrepôt" désigne tout salarié d'entrepôt qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement, à l'heure."

"s) 2. Le terme "surnuméraire de bureau" désigne tout salarié de bureau qui ne fait pas la semaine régulière ou normale de travail et est embauché temporairement ou occasionnellement, à l'heure."

"s) 3. *Équipes de nuit*: Les salariés des équipes de nuit sont ceux dont le travail s'exécute et se répartit en dehors des heures normales de travail prévues par le décret pour la semaine régulière de travail dans les établissements assujettis et qui, en outre, ne font pas partie des équipes de jour exécutant le travail normal et habituel des dits établissements pendant les heures régulières de travail du jour déterminées par le décret.

Pour toutes les équipes de nuit composées de plus de cinq personnes, il doit y avoir un contre-maître rémunéré sur la même base."

NOTICE OF AMENDMENT

The Honourable Antonio Barrette, Minister of Labour gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q., 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the wholesale food trade in the cities of Québec and Lévis and the territory comprised in a radius of 50 miles from their limits, rendered obligatory by the decree number 2347 of June 27, 1944, have submitted to him a request to amend the said decree and its amendments. It is requested:

PART I

1. That subsections "b" and "bb" of section I be replaced by the following ones:

"b) 1. The term "part wholesale trade" means the trade carried on by persons whose main occupation consist in distributing to other wholesalers or part wholesalers and to retailers goods or products to be ultimately resold to consumers."

b) 2. The word "manufacturers" means persons who manufacture or transform or condition food products for human or animal consumption or both of these categories of products simultaneously. This word does not apply to the makers of bakery, pastry and biscuit-bakery products."

"b) 3. The words "packing house" mean an establishment whose main occupation consist in the selling and transformation of meats (packers), in all its aspects, for human consumption."

2. That subsection "j" of section I be replaced by the following:

"j) The words "order employee" designate an employee whose main function is to prepare orders for shipping."

3. That subsection "o" of section I be replaced by the following:

"o) 1. The words "miller or grinding mill operator" designate the person in charge of the preparation of wheat, meat and "supplement" mashes or any person in charge of the mixers."

4. That subsection "p" of section become subsection "p. 1".

5. That subsection "s" of section I be replaced by the following ones:

"s) 1. The words "warehouse occasional hand" mean any warehouse employee not working the regular or standard work week and hired temporarily or occasionally on an hourly basis."

"s) 2. The words "office occasional employee" mean any office employee not working the regular or standard work week and hired temporarily or occasionally on an hourly basis."

"s) 3. *Night shifts*: The night shift employees are those whose work is carried out outside the standard working hours set out in the decree for the regular work week in the establishments governed and who, furthermore, are not in the day shifts committed to the normal and habitual work of the said establishments during the regular hours of work of the day determined by the decree.

For all night shifts consisting of more than five persons, there shall be a foreman remunerated on the same basis."

6° Que les paragraphes "x" et "xx" de l'article I soient remplacés par les suivants:

"x) 1. Le terme "sténo-dactylo" désigne tout salarié compétent en sténographie et dactylographie ou dans l'un ou l'autre de ces deux arts."

"x) 2. Le terme "commis" désigne tout autre salarié préposé aux écritures, à la vente ou à d'autres fonctions analogues et non autrement classifié."

"x) 3. Le terme "commis junior" désigne tout salarié âgé de moins de 18 ans faisant partie du personnel de bureau et remplissant l'une quelconque des opérations mentionnées aux paragraphes "w", "x.1", "x.2" et "y" du présent article, pendant la période allant du 15 juin au 15 septembre."

7° Que la deuxième partie du paragraphe "a" de l'article IV soit amendée en remplaçant les mots "cinquante-neuf (59) heures" par les mots "cinquante-quatre (54) heures".

8° Que le paragraphe "b" de l'article IV soit amendé en remplaçant les mots "Quarante-quatre (44) heures" par les mots "Quarante-trois (43) heures".

9° Que la deuxième partie du paragraphe "c" de l'article IV soit abrogée.

10° Que la quatrième partie du paragraphe "c" de l'article IV soit remplacée par la suivante:

"Notwithstanding the provisions of the present paragraph, the standard week of work may be extended until 5.00 p.m. on Saturday in the establishments engaged in the preparation of meat mashes during the period between April 1st and December 31 inclusive. For the other period, i.e. between January 1st and March 31, the employees committed to such preparation shall work the standard week which ends at 1.00 p.m. Saturday, except in the case of the employees committed to the recovery of waste meat products for which the standard week may be extended until 5.00 p.m. Saturday the year round."

11° Que le premier alinéa du paragraphe "a" de l'article V soit remplacé par le suivant:

"Tout travail exécuté en dehors de l'horaire ci-dessus déterminé par un employé régulier et au-delà de quarante-huit (48) heures par semaine, durant les périodes allant du 15 avril au 30 juin inclusivement, et du 1er septembre au 15 décembre inclusivement, est considéré comme travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux simple de son salaire régulier jusqu'à concurrence de cinquante-trois (53) heures après quoi sur la base de taux et demi. Cependant, pour les autres périodes de l'année, tel temps supplémentaire de l'employé régulier doit être rémunéré à raison du taux et demi de son salaire régulier, exception faite pour les catégories d'employés mentionnées aux sous-paragraphes 1, 2, 5, 6 et 7 du présent paragraphe."

12° Que les sous-paragraphes 5, 6 et 7 suivants soient ajoutés au paragraphe "a" de l'article V:

"5. Tous les employés des maisons de salaison doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier après 48 heures de travail dans une même semaine, et cela, durant toute l'année."

"6. Tous les employés de bureau dans tous les établissements régis par ce décret doivent être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier après 43 heures de travail dans une même semaine, et cela, durant toute l'année."

"7. *Équipes de Nuit:* i. Dans tous les commerces ou entreprises visés par le décret, à l'exception des maisons de salaison, toutes les catégories d'employés assujettis au travail de nuit et for-

6. That subsections "x" and "xx" of section I be replaced by the following ones:

"x) 1. The term "shorthand typist" designates any employee competent in shorthand or typewriting or both."

"x. 2. The word "clerk" means any other employee committed to the entries, sale or other similar functions and not otherwise classified."

"x) 3. The words "junior clerk" mean any employee under 18 years of age belonging to the office staff and carrying out one or other of the operations mentioned in subsections "w", "x. 1", "x. 2" and "y" of the present section, during the period between June 15 and September 15."

7. That the second part of subsection "a" of section IV be amended by replacing the words "fifty-nine" (59) hours" by the words "fifty-four (54) hours".

8. That subsection "b" of section IV be amended by replacing the words "forty-four (44) hours" by the words "forty-three (43) hours".

9. That the second part of subsection "c" of section IV be deleted.

10. That the fourth part of subsection "c" of section IV be replaced by the following:

"Notwithstanding the provisions of the present subsection, the standard work week may be extended until 5.00 p.m. on Saturday in the establishments engaged in the preparation of meat mashes during the period between April 1st and December 31 inclusive. For the other period, i.e. between January 1st and March 31, the employees committed to such preparation shall work the standard week which ends at 1.00 p.m. Saturday, except in the case of the employees committed to the recovery of waste meat products for which the standard week may be extended until 5.00 p.m. Saturday the year round."

11. That the first paragraph of subsection "a" of section V be replaced by the following:

"Work carried out outside the hours hereabove determined by a regular employee and in excess of forty-eight (48) hours per week, during the periods between April 15 and June 30 inclusive and between September 1st and December 15, inclusive, is considered as overtime work and paid straight time to the extent of fifty-three (53) hours after which time and a half shall be paid. However, for the other periods of the year, such overtime of the regular employee shall be paid for the rate of time and one half based on his regular wage rate with the exception of the categories of employees mentioned in paragraphs 1, 2, 5, 6, and 7 of the present subsection."

12. That the following paragraphs 5, 6 and 7 be added to subsection "a" of section V:

"5. All the year round, packing house employees shall be paid at the rate of time and one half based on their regular wage after 48 hours of work in a same week."

"6. All the year round, office employees in all the establishments governed by this decree shall be paid at the rate of time and one half based on their regular salary after 43 hours of work in a same week."

"7. *Night shifts:* In all trades or concerns governed by the present decree, with the exception of packing houses, all categories of employees doing night work and, furthermore, included in

mant, en outre, partie des équipes de nuit, à l'exception des employés de bureau, devront être rémunérés, s'ils travaillent au moins quarante-cinq (45) heures au cours de la même semaine, sur la base du salaire minimum obligatoire prévu par le décret ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son employé, si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures par semaine. Au delà de cette limite d'heures de travail, les dits salariés préposés aux équipes de nuit devront être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier.

ii. Si les salariés des dits commerces ou entreprises ci-dessus décrits affectés au travail de nuit, à l'exception des employés de bureau, travaillent moins que quarante-cinq (45) heures par semaine, en dehors des heures de travail régulières de la journée fixées par le décret, tout travail par eux exécuté en dehors des heures régulières devra être considéré comme travail suppléantaire et rémunéré au taux et demi de leur salaire régulier.

iii. Toutefois, dans les maisons de salaison, toutes les catégories de salariés affectés au travail de nuit et formant partie des équipes de nuit, à l'exception des employés de bureau, devront être rémunérés pour tout travail exécuté en dehors des heures régulières de travail de la journée prescrites par le décret, sur la base du salaire minimum prévu par le décret pour leur catégorie, ou sur la base du salaire payé par l'employeur à son employé si tel salaire est supérieur au minimum obligatoire augmenté dans l'un et l'autre cas de 10%, jusqu'à concurrence d'un maximum de quarante-huit (48) heures. Au delà de cette limite d'heures, les dits salariés devront être rémunérés au taux et demi de leur salaire régulier.

13° Que l'article VII soit abrogé et remplacé par le suivant:

"VII. *Vacances payées*: Tout salarié régulier qui, au 30 avril de chaque année, a à son crédit une année de services pour le compte du même employeur, ou dans le même établissement, a droit à une semaine (six jours consécutifs) de vacances payées qui doivent lui être accordées entre le 15 mai et le 15 octobre de la même année. Tout employé qui, au 30 avril de chaque année, a moins d'une année de service pour le compte du même employeur ou dans le même établissement a droit à des vacances payées équivalent à une demie journée de vacances par mois de service, chez cet employeur. Advenant le départ d'un employé, sauf au cas de renvoi pour cause, l'employeur au moment du départ de cet employé devra lui payer les vacances qui lui sont dues.

Toutefois, moyennant entente préalable entre l'employeur et le salarié, celui-ci peut prendre ses vacances en six jours non consécutifs durant la période ci-haut mentionnée.

Cependant, toujours après entente préalable entre les parties, un salarié peut renoncer à ses vacances moyennant une rémunération équivalente.

Copie de toute entente au sujet de telle renonciation aux vacances consécutives ou non doit être déposée entre les mains du Comité Paritaire dans un délai de quinze (15) jours après telle entente."

14° Que le paragraphe "a" de l'article VIII soit abrogé et remplacé par le suivant:

"a" *Taux de salaire minima*: Les taux de salaires minima suivants doivent être payés aux salariés des catégories ci-après mentionnées, pour la semaine régulière de travail:

night shifts, with the exception of office employees, shall be remunerated, when working less than forty-five (45) hours in the course of the same week, on the basis of the minimum wage stipulated in the decree or on the basis of the wage paid by the employer to his employee if such wage is higher than the legal minimum, increased, in both cases, by 10% to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours per week. Outside this limit of working hours, the said night shift employees shall be remunerated at the rate of time and one and half based on their regular rate of pay.

ii) When the employees in the trades or concerns above mentioned do night work, with the exception of office employees, work less than forty-five (45) hours per week outside the regular working hours of the day set out in the decree, all time worked by them in excess of the regular hours shall be considered as overtime work and remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

iii) However, in packing houses, all the categories of employees doing night work and included in the night shifts, with the exception of office employees, shall be remunerated for all time worked outside the regular hours of work of the day set out in the decree on the basis of the minimum wage rate stipulated in the decree for their category, or on the basis of the wage paid by the employer to his employee if such wage is higher than the legal minimum increased, in both cases, by 10% to the extent of a maximum of forty-eight (48) hours. Outside this limit of working hours, the said employees shall be remunerated at the rate of time and one half based on their regular rate of pay.

13. That section VII be deleted and replaced by the following:

"VII. *Vacation with pay*: Every employee with, on April 30 of each year, one year of service to his credit for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation of one week (six consecutive days) with pay which shall be given to him between May 15 and October 15 of the same year. Every employee with, on April 30, of each year, less than one year of service for the same employer, or in the same establishment, is entitled to a vacation with pay equivalent to one half day off per month of service for such employer. In the case of the leaving of an employee, except in the event of justified dismissal, the employer shall remit to such employees the vacation pay owed to him.

However, after previous agreement between the employer and the employee, the latter may take his vacation in six non-consecutive days during the period above mentioned.

Nevertheless, and again after previous agreement between the parties, an employee may waive his vacation rights for an equivalent remuneration.

Copy of any agreement respecting such waiver of the right to a vacation, whether consecutive or not, shall be filed with the Parity Committee within a delay of fifteen (15) days after such agreement."

14. That subsection "a" of section VIII be deleted and replaced by the following:

"VIII. *Minimum wage rates*: a) The following minimum rates of wages shall be paid to the employees of the categories hereinafter mentioned for the standard work-week:

ZONE I

Par
semaine

1. Contremaître et premier expéditeur	\$32.00
2. Assistant du contremaître et du 1er expéditeur	30.00
3. Chef de département (à l'exception des maisons de salaison)	30.00
4. Chef de département des maisons de salaison	47.00
5. Chef de département des maisons de salaison (département des petites marchandises)	40.00
6. Mécanicien de machines fixes:	
chef 1ère classe	50.00
chef 2ème classe	46.00
chef 3ème classe	40.00
	<i>l'heure</i>
Mécanicien de deuxième classe	0.74
Mécanicien de troisième classe	0.64
Mécanicien de quatrième classe	0.59
Chaudfleur, aide-mécanicien	0.49
7. Homme de peine, femme de peine et chauffeur de fournaise	0.43
8. Gardien de nuit (minimum \$20.00)	0.35
	<i>Par</i>
	<i>semaine</i>
9. Homme préposé aux commandes et homme de plancher	28.00
10. Conditionneur de beurre et de fromage	31.00
11. Homme préposé aux départements de salaison:	
Apprenti durant la 1ère année	15.00
Apprenti durant la 2ème année	20.00
Apprenti durant la 3ème année	25.00
Compétent (avec certificat)	33.00
Contremaître	37.00
12. Boucher-déossoyeur:	
Apprenti durant la 1ère année	15.00
Apprenti durant la 2ème année	20.00
Apprenti durant la 3ème année	25.00
Compétent (avec certificat)	33.00
Contremaître	37.00
13. Charcutier:	
Apprenti durant la 1ère année	15.00
Apprenti durant la 2ème année	20.00
Apprenti durant la 3ème année	25.00
Compétent (avec certificat)	33.00
Assistant-contremaître	35.00
Contremaître	37.00
	<i>l'heure</i>
14. Homme général (maison de salaison)	0.59
15. Salariée ne faisant pas partie du personnel de bureau dans les maisons de salaison:	
Durant la 1ère année	0.32
Durant la 2ème année	0.35
Durant la 3ème année et après	0.39
	<i>Par semaine</i>
16. Enveloppeur et coupeur de beurre	22.00
17. Classificateur d'œufs:	
1ère année	20.00
2ème année	22.00
3ème à 5ème année	24.50
5ème année et plus	28.00
18. Meunier ou homme en charge des malaxeurs	30.00
19. Cuisier et presseur des aliments du bétail	30.00
20. Abatteur et déossoyeur	28.00
21. Conducteur de camion	28.00
22. Homme général (autre que celui des maisons de salaison):	
Moins de 17 ans	20.00
17 ans et plus	25.50

ZONE I

per week

1. Foreman and head-shipper	\$32.00
2. Assistant foreman and head-shipper	30.00
3. Departmental manager, with the exception of departmental managers in packing houses	30.00
4. Departmental manager in packing houses	47.00
5. Departmental manager in packing houses (small goods department)	40.00
6. Stationary engine men:	
First class chief engine man	50.00
Second-class chief engine man	46.00
Third-class chief engine man	40.00
	<i>per hour</i>
Second-class engine man	0.74
Third-class engine man	0.64
Fourth-class engine man	0.59
Firemen (engine men's helpers)	0.49
7. Common labourer (male and female) and boiler fireman	0.43
8. Night watchman, minimum \$20.00 per week	0.35
	<i>per week</i>
9. Order employee and receiving clerk	28.00
10. Butter and cheese conditioner	31.00
11. Man employed in the dry-curing departments:	
Apprentice, first year	15.00
Apprentice, second year	20.00
Apprentice, third year	25.00
Skilled (certified)	33.00
Foreman	37.00
12. Butcher and boner:	
Apprentice, first year	15.00
Apprentice, second year	20.00
Apprentice, third year	25.00
Skilled (certified)	33.00
Foreman	37.00
13. Pork butcher:	
Apprentice, first year	15.00
Apprentice, second year	20.00
Apprentice, third year	25.00
Skilled (certified)	33.00
Assistant foreman	35.00
Foreman	37.00
	<i>per hour</i>
14. General hand in packing houses	0.59
15. Female employee other than those of the office staff, in packing houses:	
First year	0.32
Second year	0.35
Third year and thereafter	0.39
	<i>per week</i>
16. Butter wrapper and cutter	22.00
17. Egg grader:	
First year	20.00
Second year	22.00
Third to fifth year	24.50
Fifth year and thereafter	28.00
18. Miller or man in charge of mixers	30.00
19. Cook and presser of feeding stuffs	30.00
20. Slaughterer and boner	28.00
21. Truck driver	28.00
22. General hand (other than those in packing houses):	
Under 17 years of age	20.00
17 years and over	25.50

23. Garçon (ne manipulant aucune marchandise pesante)	14.00	23. Boy (not handling heavy merchandise)	14.00
24. Salarié ne faisant pas partie du personnel de bureau (à l'exception de celles des maisons de salaison): moins d'un an d'expérience	15.00	24. Female employee other than those of the office staff (excepting those of packing houses): with less than one year service	15.00
un an et plus	17.00	one year and over	17.00
25. Surnuméraire d'entrepôt	0.60	25. Warehouse occasional hand	0.60
26. Surnuméraire de bureau	0.50	26. Office occasional employee	0.50
	<i>Par</i>		<i>per hour</i>
	<i>semaine</i>		<i>per week</i>
27. Personnel de direction	44.00	27. Administration personnel	44.00
28. Comptable	36.00	28. Accountant	36.00
29. Assistant-comptable	33.00	29. Assistant-accountant	33.00
30. Comptable-caissier	31.00	30. Accountant-cashier	31.00
31. Teneur de livres:		31. Book-keeper:	
durant la 1ère année	15.00	During the 1st year	15.00
durant la 2ème année	17.00	During the 2nd year	17.00
durant la 3ème année	19.00	During the 3rd year	19.00
durant la 4ème année	21.00	During the 4th year	21.00
durant la 5ème année	23.00	During the 5th year	23.00
durant la 6ème année	25.00	During the 6th year	25.00
durant la 7ème année	26.00	During the 7th year	26.00
durant et après la 8ème année	29.00	During and after the 8th year	29.00
32. Commis:		32. Clerk:	
1ère année	15.00	During the 1st year	15.00
2ème année	17.00	During the 2nd year	17.00
3ème année	19.00	During the 3rd year	19.00
4ème année	21.00	During the 4th year	21.00
5ème année	23.00	During the 5th year	23.00
6ème année	25.00	During the 6th year	25.00
7ème année et après	27.00	7th year and thereafter	27.00
33. Personnel féminin de bureau:		33. Female office employees:	
1ère année	14.00	During the 1st year	14.00
2ème année	16.00	During the 2nd year	16.00
3ème année et après	19.00	During the 3rd year and thereafter	19.00
34. Messenger de bureau, moins de 17 ans	10.00	34. Office messenger:	
17 ans et plus	13.00	Under 17 years of age	10.00
35. Sténo-dactylo:		17 and over	13.00
Moins d'un an d'expérience	16.00	35. Shorthand-typist:	
d'un an mais moins de 2 ans	18.00	less than one year of experience	16.00
d'au moins deux ans	20.00	one but less than two years of experience	18.00
36. Commis junior	13.00	at least two years of experience	20.00
Zone II: Les taux de salaires minima sont les mêmes que ceux déterminés pour la zone I, moins 10%."		36. Junior clerk	13.00
		Zone II: The minimum wage rates are the same as those determined for zone I, less 10%."	

15° Que le paragraphe "b" de l'article VIII soit abrogé et remplacé par le suivant:

"b) Tout employeur professionnel qui contracte avec un entrepreneur, un sous-entrepreneur ou un sous-traitant, directement ou par intermédiaire, pour l'exploitation totale ou partielle de l'un quelconque des commerces ou des entreprises décrits à l'article II du présent décret est solidairement responsable avec cet entrepreneur, ce sous-entrepreneur et sous-traitant et tout intermédiaire, du paiement du salaire fixé par le décret".

SECTION 2

16° Que la deuxième partie du paragraphe "a" de l'article IV soit remplacée par la suivante:

	<i>Par</i>
	<i>semaine</i>
"Dans la zone I:	
Premiers six (6) mois de vente dans la ligne	\$22.00
Deuxième semestre de la 1ère année	24.50
Pendant la deuxième année	27.00
Pendant la troisième année	29.50
Pendant et après la quatrième année	32.00

PART 2

15. That subsection "b" of section VIII be deleted and replaced by the following:

"b) Every professional employer giving out to a contractor, sub-contractor or jobber, directly or through an agent, the entire or partial operation of one or other of the trades or enterprises described in section II of the present decree is jointly responsible with such contractor, sub-contractor, jobber or agent for the payment of the wages determined by the decree."

16. That the second part of subsection "a" of section IV be replaced by the following:

	<i>per week</i>
"In Zone I:	
First six (6) months of selling experience in the line	\$22.00
Second six months of the 1st year	24.50
During the second year	27.00
During the third year	29.50
During and after the fourth year	32.00

Dans la zone II: Les mêmes taux que pour la zone I, moins 10%.

Ladite rémunération doit être payée en espèces (monnaie courante)."

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis, dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler contre ladite requête.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

Ministère du Travail,
Québec, le 20 septembre 1947.

20222-o

In zone II: The same rates as those of zone I less 10%.

The above remuneration shall be paid in cash (current money)."

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will receive the objections against the said petition which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, September 20, 1947.

20222-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DE QUÉBEC — BAR OF QUEBEC

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT — CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence	Collèges Colleges
Gauthier	Wilbrod	20	Deschambault	Séminaire de St-Joseph de Trois-Rivières.

Québec, le 5 septembre 1947 — Quebec, September 5th, 1947.

20169-37-2-o

Le Secrétaire du Barreau de Québec,
ROGER THIBAUDEAU,
Secretary of the Quebec Bar.

Proclamations

Canada,
Province of
Québec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux qui ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS { ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée demandant qu'un certain territoire de la paroisse de Laprairie soit détaché et annexé à la municipalité de Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie;

ATTENDU que toutes les formalités prescrites par la loi ont été accomplies, et qu'il restera après cette annexion, à la municipalité de Laprairie une population de plus de trois cents âmes;

ATTEND qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 27 août 1947 et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire se composant des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du

Proclamations

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.]

EUG. Fiset

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland and the British Dominions beyond the Seas, KING, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom these presents shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS
Deputy Attorney General. { WHEREAS a petition has been presented to Us requesting that a certain territory of the parish of Laprairie, be detached and annexed to the municipality of Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie;

WHEREAS all the formalities required by Law in this regard have been fulfilled and that there shall remain, to the municipality of Laprairie, after such annexation, a population of over three hundred souls;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council, expressed in an Order dated August 27, 1947, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We do hereby declare that the following territory, to wit:

A territory composed of the lots known and designated on the official cadastral plan and in the

cadastre pour la paroisse de Laprairie sous les numéros de 600 à 609 inclusivement et toutes leurs subdivisions présentes et à venir et dont les limites, en référence au susdit cadastre se décrivent comme suit: à savoir: partant du point d'intersection de la rive sud du fleuve St-Laurent avec la ligne sud-est du lot 601; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne sud-est du lot 601; la ligne nord-est et la ligne sud-est du lot 600, cette dernière prolongée à travers le chemin public, limitant au nord-est le lot 597, en allant vers le nord-ouest; une ligne brisée séparant le lot 597 des lots 602 et 603 et 604; la ligne sud-est et la ligne sud-ouest du lot 604; une ligne irrégulière contournant par le sud-est, le sud et le sud-ouest les lots 605, 606, 608 et 609; la ligne nord-ouest du lot 609 et la dite rive sud du fleuve St-Laurent en allant vers l'est jusqu'au point de départ; lequel territoire ensemble avec les chemins, rivières, cours d'eau ou partie d'iceux compris dans les limites ci-dessus décrites et en plus les îles, flots ou battures situés vis-à-vis d'icelui dans le fleuve St-Laurent jusqu'à l'axe du dit fleuve, sera détaché de la municipalité de la paroisse de Laprairie et sera annexé à la municipalité de la paroisse de Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie, telle annexion devant prendre effet à compter du premier janvier suivant la date de la publication de la présente proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous Nos féaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec, ce cinquième jour de septembre en l'année mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne et de Notre Règne la onzième.

Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
20198-o JEAN BRUCHÉSI.

Canada,
Province de
Québec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, par la grâce de Dieu, Roi de Grande-Bretagne, d'Irlande et des territoires britanniques au delà des mers, défenseur de la foi, empereur des Indes.

A tous ceux que ces présentes lettres verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT.

PROCLAMATION

L'Assistant-procureur général
L. DÉSILETS,
des propriétaires de biens-fonds situés dans un

ATTENDU qu'une requête Nous a été présentée par la majorité

book of reference for the parish of Laprairie under numbers 600 to 609 inclusively and all present and future subdivisions thereof, and the limits whereof with reference to the aforesaid cadastre, are described as follows, to wit: starting from the point of intersection of the south bank of the river St. Lawrence with the southeast line of lot 601; thence, passing by the following lines and demarcations, in continuity the ones with the others: the said southeast line of lot 601; the northeast line and the southeast line of lot 600, the latter prolonged through the public road the southwest side of the public road, limiting, on the northeast, lot 597 and running northwesterly; a broken line separating lot 597 from lots 602, 603 and 604; the southeast line and the southwest line of lot 604; an irregular line, outlining, on the southeast, the south and the southwest lots 605, 606, 608 and 609; the northwest line of lot 609 and the said south bank of the river St. Lawrence, running easterly, to the starting point; said territory, together with the roads, rivers, watercourses or parts thereof, comprised within the limits hereinabove described, and moreover the islands, islets and shoals, situate opposite same, in the river St. Lawrence, as far as the axis of the said river, shall be detached from the municipality of the parish of Laprairie and shall be annexed to the municipality of the parish of Ste-Catherine d'Alexandrie de Laprairie, such annexation to take effect from and after the first of January following the publication of the present proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby, required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, We have caused these Our Letters to be made Patent and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed.

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE-MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O. M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fifth day of September, in the year of Our Lord, nineteen hundred and forty-seven and the eleventh year of Our Reign.

By command.

20198 Under Secretary of the Province.
JEAN BRUCHÉSI,

Canada,
Province of
Quebec.
[L.S.] EUG. FISET

GEORGE VI, by the Grace of God, of Great Britain, Ireland, and the British Dominions beyond the Seas, King, Defender of the Faith, Emperor of India.

To all to whom the present shall come or whom the same may concern.

GREETING.

PROCLAMATION

L. DÉSILETS,
Deputy Attorney General
WHEREAS a petition has been presented to Us by the majority of owners of land situate in an unorganized territory, forming

territoire non organisé faisant partie du comté de Bonaventure et adjacent à la municipalité de Grande-Cascapédia et connu sous le nom de New-Dureen, demandant que le territoire qu'ils habitent soit annexé à la municipalité de Grande-Cascapédia, comté de Bonaventure;

ATTENDU que toutes les prescriptions du Code municipal, à cet effet, ont été remplies et que ledit territoire est dans les conditions exigées par la loi;

ATTENDU qu'il est opportun de se rendre à cette demande;

A CES CAUSES, du consentement et de l'avis de Notre Conseil exécutif exprimé dans un décret en date du 27 août 1947, et conformément aux dispositions du Code municipal de Notre province de Québec, Nous déclarons par les présentes que le territoire suivant, savoir:

Un territoire comprenant le bloc A du canton de Flahault et une partie de la rivière Grande-Cascapédia et dont les limites se décrivent comme suit: partant du point d'intersection de la ligne séparative des cantons de Flahault et de New-Richmond avec la rive gauche ou rive est de la rivière Grande-Cascapédia; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres: la dite ligne séparative des cantons de Flahault et de New-Richmond sur une distance de 6.85 chaînes, la limite nord-est du bloc A formée d'une succession de lignes ayant les directions astronomiques et les longueurs suivantes: N.17° 49'0 — 4.49 chs; N.82° 09'0, — 3.60 chs; N.61° 30'0, — 8.80 chs; N.34° 10'0, — 6.33 chs; N.70° 30'0, — 4.70 chs; N.28° 50'0, — 2.50 chs; N.24° 30'0 — 4.50 chs; N.51° 00'00, — 4.70 chs; N.17° 00'0, — 4.45 chs; N.37° 10'0 — 1.30 chs; N.40° 16'0, — 5.15 chs; la limite nord-ouest du bloc A suivant la direction astronomique S.48° 30'0, sur une longueur de 7.50 chs., jusqu'à la rive gauche ou rive est de la rivière Grande-Cascapédia, et le prolongement de la dite limite nord-ouest du bloc A jusqu'à la rive droite ou rive ouest de la rivière Grande-Cascapédia; cette dite rive droite ou rive ouest de la rivière Grande-Cascapédia en allant vers le sud-est jusqu'à la ligne séparative des cantons d'Angers et de Maria; enfin une ligne traversant la rivière Grande-Cascapédia dans le prolongement des lignes séparatives des cantons d'Angers et de Maria et des cantons de Flahault et de New-Richmond jusqu'au point de départ; lequel territoire provenant d'un territoire non organisé, ensemble avec les chemins, rivières ou parties d'iceux, compris dans les limites ci-dessus décrites sera annexé à la municipalité de Grande-Cascapédia, comté de Bonaventure, à compter du 1er janvier suivant la publication de la dite proclamation dans la *Gazette officielle de Québec*, le tout conformément aux dispositions des articles 35 et suivants du Code municipal.

DE TOUT CE QUE DESSUS, tous nos féaux sujets, et tous autres que les présentes peuvent concerner sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes lettres patentes et sur icelles apposer le grand sceau de Notre province de Québec;

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé le Major-Général l'honorable Sir EUGÈNE-MARIE JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Gouverneur de Notre dite province de Québec.

Donné en Notre hôtel du gouvernement, en Notre cité de Québec, de Notre province de Québec ce quatrième jour de septembre en l'année

part of the county of Bonaventure and adjacent to the municipality of Grande-Cascapédia and known under the name of New Dureen, requesting that the territory they inhabit be annexed to the municipality of Grande-Cascapédia, county of Bonaventure;

WHEREAS all the provisions of the Municipal Code to that effect have been fulfilled and that the said territory is in the condition required by Law;

WHEREAS it is expedient to grant the said request;

THEREFORE, with the consent and advice of Our Executive Council expressed in an Order dated August 27, 1947, and pursuant to the provisions of the Municipal Code of Our Province of Quebec, We hereby declare that the following territory, to wit:

A territory comprising Block A of the township of Flahault, and a part of the river Grande-Cascapédia, and the limits whereof are described as follows: starting from the point of intersection of the division line of the townships Flahault and New-Richmond with the left or eastern bank of the river Grande-Cascapédia; thence passing by the following lines and demarcations, in continuity the ones with the others: the said division line of the townships Flahault and New-Richmond on a distance of 6.85 chains, the northeast limit of Block A formed by a succession of lines having the following astronomical directions and lengths: N.17° 49'0, — 4.49 chs; N.82° 09'0, — 3.60 chs; N.61° 30'0, — 8.80 chs; N.34° 10'0, — 6.33 chs; N.70° 30'0, — 4.70 chs; N.28° 50'0 — 2.50 chs; N.24° 30'0 — 4.50 chs; N.51° 00'0, — 4.70 chs; N.17° 00'0 — 4.45 chs; N.37° 10'0 — 1.30 chs; N.40° 16'0 — 5.15 chs; the northwest—limit of Block A, following the astronomical direction S.48° 30'0, on a length of 7.50 chs., as far as the left or eastern bank of the river Grande-Cascapédia, and the prolongation of the said northwestern limit of Block A as far as the right or western bank of the river Grande-Cascapédia; the said right or western bank of the river Grande-Cascapédia running southeast as far as the division line of the township Angers and Maria; finally, a line crossing the river Grande-Cascapédia in the prolongation of the division lines of the townships Angers and Maria and the townships of Flahault and New-Richmond to the starting point; said territory coming from an unorganized territory, together with the roads, rivers or parts thereof, comprised within the limits hereinafter described shall be annexed to the municipality of Grande-Cascapédia, county of Bonaventure, from and after the 1st of January following the publication of said proclamation in the *Quebec Official Gazette*, the whole in conformity with the provisions of articles 35 and following of the Municipal Code.

OF ALL OF WHICH OUR loving subjects and all others, whom these presents may concern, are hereby required to take notice and to govern themselves accordingly.

IN TESTIMONY WHEREOF, WE have caused these Our Letters to be made Patent, and the Great Seal of the Province of Quebec, to be hereunto affixed:

WITNESS: Our Right Trusty and Well Beloved Major General, the Honourable Sir EUGÈNE, MARIE-JOSEPH FISET, Kt., C.M.G., D.S.O., M.D., Lieutenant-Governor of Our said Province of Quebec.

At Our Government House, in Our City of Quebec, in Our Province of Quebec, this fourth day of September, in the year of Our Lord one

mil neuf cent quarante-sept de l'ère chrétienne
et de Notre Règne la onzième.
Par ordre,

Le Sous-secrétaire de la Province,
20199-o JEAN BRUCHESI.

thousand nine hundred and forty seven and
the eleventh year of Our Reign.
By command.

JEAN BRUCHESI,
20199 Under Secretary of the Province.

Sièges sociaux

METCALFE HOLDINGS CORPORATION

Avis est donné par les présentes, que "Metcalfe Holdings Corporation" constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec, en date du 30e jour d'avril 1947, et ayant son siège social en la cité de Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 1459 rue Stanley, Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 5e jour de septembre 1947.
(Sceau) La Secrétaire,
20216 LUCIENNE MESTRE.

MORISSET LIMITÉE

Copie du règlement N° 36 de "Morisset Limitée" (changeant l'endroit de son siège social de Québec à Sherbrooke).

La principale place d'affaires de la compagnie "Morisset Limitée" est au numéro 21 de la rue Wellington Sud, en la Cité de Sherbrooke, district de Saint-François, dans la province de Québec.

Vraie copie.

Le Secrétaire,
20217-o YVON SIROIS.

Head Offices

METCALFE HOLDINGS CORPORATION

Notice is hereby given that "Metcalfe Holdings Corporation", incorporated by Letters Patent of the Province of Quebec on the 30th day of April, 1947, and having its head office on the City of Montreal, Province of Quebec, has established its office at 1459 Stanley Street, Montreal. From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the Company as being its head office.

Dated at Montreal, this 5th day of September, 1947.

(Seal) LUCIENNE MESTRE,
20216-o Secretary.

MORISSET LIMITÉE

Copy of by-law No. 36 of "Morisset Limitée" (changing the situation of its head office from Quebec to Sherbrooke).

The head office of the company "Morisset Limitée" will be at No. 21 Wellington Street South, in the City of Sherbrooke, district of St. Francis, Province of Quebec.

True copy.
20217 YVON SIROIS,
Secretary.

Soumissions

Province de Québec — District de Montréal

VILLE DE DORVAL

Avis public est par les présentes donné, que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le sous-signé jusqu'à 4 heures de l'après-midi mercredi le 1er octobre 1947, pour l'achat d'une émission d'obligations au montant de \$24,000.00 de la ville de Dorval, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries, du 1er juillet 1948 au premier juillet 1967 inclusivement, portant intérêt au taux de 2½% pour les dix premières années et 3% pour les années subséquentes payables les premiers jours de janvier et juillet de chaque année de la date de l'émission jusqu'à leurs échéances respectives.

Les obligations seront payables comme suit:

1948, 1 juil.	\$1000.00
1949, 1 juil.	1000.00
1950, 1 juil.	1000.00
1951, 1 juil.	1000.00
1952, 1 juil.	1100.00
1953, 1 juil.	1100.00
1954, 1 juil.	1100.00
1955, 1 juil.	1100.00
1956, 1 juil.	1200.00
1957, 1 juil.	1200.00
1958, 1 juil.	1200.00

Tenders

Province of Quebec — District of Montreal

TOWN OF DORVAL

Public notice is hereby given, that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds", shall be received by the undersigned, until four o'clock in the afternoon, Wednesday, October 1st 1947, for the purchase of a bond issue of \$24,000.00 of the town of Dorval, dated first of July 1947 and reimbursable in series from first of July 1948, to the first of July 1967 inclusively, bearing interest at the rate of 2½% per annum for the first ten years and 3% for the ten following years, payable first of January and July of each year from date of issue to date of maturity.

These bonds will be payable as per the following schedule:

1948, 1 July.	\$1000.00
1949, 1 July.	1000.00
1950, 1 July.	1000.00
1951, 1 July.	1000.00
1952, 1 July.	1100.00
1953, 1 July.	1100.00
1954, 1 July.	1100.00
1955, 1 July.	1100.00
1956, 1 July.	1200.00
1957, 1 July.	1200.00
1958, 1 July.	1200.00

1959, 1 juil.....	1200.00
1960, 1 juil.....	1300.00
1961, 1 juil.....	1300.00
1962, 1 juil.....	1300.00
1963, 1 juil.....	1300.00
1964, 1 juil.....	1400.00
1965, 1 juil.....	1400.00
1966, 1 juil.....	1400.00
1967, 1 juil.....	1400.00

1959, 1 July.....	1200.00
1960, 1 July.....	1300.00
1961, 1 July.....	1300.00
1962, 1 July.....	1300.00
1963, 1 July.....	1300.00
1964, 1 July.....	1400.00
1965, 1 July.....	1400.00
1966, 1 July.....	1400.00
1967, 1 July.....	1400.00

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal ou à Lachine.

Les dites obligations seront émises en coupures de \$100.00 chacune ou de multiples de telle somme, datées du premier jour de juillet 1947, payables au porteur en monnaie légale du Canada en Canada seulement.

Les dites obligations pourront sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toutes échéances d'intérêt, cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées, et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque certifié fait à l'ordre de la Ville de Dorval, pour un montant égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si le prix offert comprend ou non, les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à l'assemblée régulière du conseil qui se tiendra le 1er octobre 1947, à 8.30 p.m. à la salle municipale, 40 rue Martin, Dorval.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Daté à Dorval, P. Qué., ce 9e jour de septembre 1947.

(Sceau)

20157-37-2-o

Le Secrétaire-trésorier,
J.-HECTOR LALONDE.

The capital and interest will be payable at Montreal or at Lachine.

The said bonds shall be issued in denominations of \$100.00 each, or of multiples of such amount, dated from the first of July 1947, payable to bearer in legal currency of Canada in Canada only.

The said bonds shall in virtue of chapter 212 of the Revised Statutes of the Province of Quebec 1941, be bought before their respective dates of maturity, at any rate, at par, in portion, or as a whole, however if such redemption is partial, the bonds to be redeemed, will be call for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender shall be accompanied with a certified cheque issued to the order of the town of Dorval, equal to 1% of the amount of the present loan and shall specify, whether price offered, includes or not, the accrued interest, on the bonds at the time of their delivery.

Tenders will be opened and taken into consideration at the regular council meeting which will be held on the first of October 1947, at 8.30 p.m., at the municipal Hall, 40 Martin Str., Dorval.

Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Dated at Dorval, Que., this 9th day of september 1947.

(Seal)

20157-37-2-o

J.-HECTOR LALONDE,
Secretary-treasurer.

Province de Québec — Comté de Shefford

VILLE DE WATERLOO

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le sousigné jusqu'à cinq heures de l'après-midi, mercredi le 8ième jour d'octobre 1947, pour l'achat d'une émission de \$55,000.00 d'obligations de la Ville de Waterloo datées du 1er septembre 1947 et remboursables par séries du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1967, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3% par année, payable le 1er septembre et le 1er mars et le capital le 1er septembre de chaque année, payables à Waterloo, Montréal et Québec, au choix du porteur.

Ces obligations seront émises en coupures de \$100.00, \$500.00 et \$1,000.00 et pourront être enregistrées quant au capital; elles seront livrées dans le plus bref délai possible.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation au pair sur préavis de pas moins de 30 ni plus de 60 jours publié dans la *Gazette officielle de Québec*. (R.S.Q., 1941, ch. 212).

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à 1% du montant de cette émission.

Toute soumission devra spécifier si les intérêts accrus sont compris ou non dans le prix de la soumission.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance régulière du conseil qui sera tenue

Province of Quebec — County of Shefford

TOWN OF WATERLOO

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock p.m., Wednesday, the eighth day of October 1947, for the purchase of an issue of \$55,000.00 of bonds of the Town of Waterloo, dated from the 1st of September 1947 and redeemable serially from September 1st 1948 to September 1st 1967 with interest at a rate not exceeding 3% per annum, payable on September 1st and March 1st and the capital on September 1st of each year, payable at Waterloo, Montreal and Quebec.

The said bonds will be issued in denominations of \$100.00, \$500.00 and \$1,000.00 and may be registered as to capital. Said bonds shall be delivered in the shortest possible delay.

The said bonds may be redeemed by anticipation at par upon previous notice of not less than 30 nor more than 60 days, published in the *Quebec Official Gazette* (Q.R.S., 1941 ch. 212).

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the said issue.

Each tender must specify whether accrued interest is included or not in the price of the tender

The tenders will be opened and considered at a regular meeting of the council to be held on

le 8 octobre 1947 à huit heures p.m. à l'Hôtel de Ville.

Le Conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute, ni aucune des soumissions.

Waterloo, le 10 septembre, 1947.

Le Secrétaire-trésorier,

20201-38-2-o

F. BOUCHARD.

October 8, 1947, at eight o'clock p.m. at the Town Hall.

The Council reserves the right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Waterloo, September 10, 1947.

F. BOUCHARD,

20201-38-2-o

Secretary-Treasurer.

Province de Québec

VILLE DE MALARTIC

Avis public est, par les présentes, donné que des soumissions écrites cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, jusqu'à cinq heures de l'après-midi, le lundi 6 octobre 1947, pour l'achat de \$76,000.00 d'obligations de la Ville de Malartic, datées du 1er juillet 1947 et remboursables en séries du 1er juillet 1948 au 1er juillet 1957 inclusivement, émises sous l'autorité du règlement N° 51 de la Ville de Malartic et deviendront échues suivant le tableau ci-après:

Date	Montant
1er juillet 1948	\$ 2,500.00
1er juillet 1949	2,500.00
1er juillet 1950	3,000.00
1er juillet 1951	4,000.00
1er juillet 1952	4,000.00
1er juillet 1953	4,000.00
1er juillet 1954	4,000.00
1er juillet 1955	4,000.00
1er juillet 1956	4,000.00
1er juillet 1957	44,000.00

Les soumissions devront être faites pour des obligations portant intérêt, au choix, à 2½%, à 2¾% ou à 3%. Le taux offert pourra être le même pour toute l'émission ou il pourra varier selon les échéances. Ces intérêts seront payables semi-annuellement les 1er janvier et les 1er juillet de chaque année. Le capital et les intérêts seront payables, à échéance, au porteur ou au détenteur enregistré, selon le cas, à la succursale de la banque mentionnée dans le règlement d'emprunt, à Malartic, ou à toutes les succursales de ladite banque dans la province de Québec, ou au bureau principal, à Toronto, de la deuxième banque mentionnée dans le règlement d'emprunt.

Les dites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des S.R. de Q. 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté fait à l'ordre de la Ville de Malartic, égal à 1% du montant de la présente émission et devra spécifier si l'intérêt sur les obligations est inclus ou non dans le montant de la soumission.

Les soumissions seront prises en considération à une séance spéciale du conseil, qui sera tenue lundi 6 octobre 1947, à 8.00 heures du soir en l'Hôtel de Ville de Malartic.

La dite Ville de Malartic se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Donné à Malartic, P. Q., ce 12ème jour du mois de septembre 1947.

(Sceau)

Le Secrétaire-trésorier,

20209-o

L. C. SAVARD.

Province of Quebec

TOWN OF MALARTIC

Public notice is hereby given that written sealed tenders endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned until five o'clock in the afternoon, Monday October 6th, 1947, for the purchase of the Town of Malartic bonds amounting to \$76,000.00 dated 1st of July 1947 and redeemable in series from July 1st 1948 to July 1st 1957 inclusively, issued under the authority of By-law No. 51 of the Town of Malartic and will mature according to the following schedule:

Date	Amount
July 1st 1948	\$ 2,500.00
July 1st 1949	2,500.00
July 1st 1950	3,000.00
July 1st 1951	4,000.00
July 1st 1952	4,000.00
July 1st 1953	4,000.00
July 1st 1954	4,000.00
July 1st 1955	4,000.00
July 1st 1956	4,000.00
July 1st 1957	44,000.00

Tenders must be made for bonds bearing interest optionally at 2½%, 2¾% or at 3%. The rate offered may be the same for the total issue or may vary according to maturities. These interests will be payable semi-annually on the 1st of January and on the 1st of July of each year. The capital and interest will be payable at maturity to the bearer or to the registered holder, as the case may be, at the branch of the bank referred to in the loan procedure, at Malartic, or at all branches of the said bank in the Province of Quebec, or at the head office in Toronto, of the second bank referred to in the loan procedure.

The said bonds are, under the authority of Chap. 212 R.S.Q., 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date; however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque payable to the order of the Town of Malartic, equal to 1% of the amount of this issue and must specify whether accrued interest on the bonds is included or not in the price of the tender.

The tenders will be considered at a special sitting of the Council to be held on Monday, October 6th, 1947, at 8 o'clock in the evening at the city Hall office of the Town of Malartic.

The said Town of Malartic reserves its right of accepting neither the highest nor any of the tenders.

Given at Malartic, P. Q., this 12th day of September 1947.

(Seal)

L. C. SAVARD.

20209-o

Secretary-Treasurer.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ SCOLAIRE DE NORMETAL

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à 8 heures de l'après-midi, lundi le 13 octobre 1947, pour l'achat de \$63,000.00 d'obligations de la Corporation Scolaire de Normetal, datées du 1er septembre 1947 et remboursables en séries du 1er septembre 1948 au 1er septembre 1967 inclusivement, avec intérêt à 3% par année, payable semi-annuellement les 1er mars et 1er septembre de chaque année, les cinq premières échéances comprenant le versement d'un octroi au montant total de \$35,000.00 promis à la Commission scolaire par le Secrétaire de la Province.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, Québec, La Sarre ou Normetal.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance des commissaires d'écoles pour la municipalité de Normetal, qui sera tenue le lundi, 13 octobre 1947, à 8 heures de l'après-midi, à l'école 1B au village, ou à tout ajournement de ladite séance.

Les commissaires se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Normetal, ce quinzième jour du mois de septembre 1947.

Le Secrétaire-trésorier,
ÉMILE BOUDREAU.

20208-o

Canada — Province de Québec

MUNICIPALITÉ DE LA PAROISSE SAINT JEAN BAPTISTE DE NICOLET

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées: "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné jusqu'à midi, lundi le sixième jour d'octobre mil neuf cent quarante sept, pour l'achat de \$30,000.00 d'obligations de la corporation municipale de la paroisse Saint Jean Baptiste de Nicolet, datées du premier décembre 1947 et remboursables en séries du premier décembre 1948 au premier décembre 1957 inclusivement, avec intérêt à 3% par année payable semi annuellement le premier juin et premier décembre de chaque année.

Le capital et les intérêts sont payables à Montréal, Québec ou Nicolet, à la banque mentionnée dans la procédure d'emprunt.

Ces obligations pourront être rachetées par anticipation, au pair, à toutes échéances d'intérêt, sous l'autorité du chapitre 212, Statuts refondus de Québec, 1941; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de

Province of Quebec

SCHOOL MUNICIPALITY OF NORMETAL

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned until 8 o'clock in the afternoon, Monday the 13th day of October 1947, for the purchase of an issue of \$63,000.00 of bonds of the School Corporation of Normetal, dated September 1st, 1947, and redeemable serially from September 1st 1948 to September 1st 1967 inclusively, with interest at the rate of 3% per annum, payable semi-annually on the 1st of March and on the 1st of September of each year, the first five yearly payments including a \$35,000.00 grant promised to the School Commission by the Secretary of the Province.

Capital and interest are payable at the bank referred to in the loan procedure at Montreal, Quebec, LaSarre or Normetal.

The said bonds are, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, subject to be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque of 1% of the amount of the present issue and must specify whether accrued interest on the bonds, at the time of their delivery, is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the School Commissioners to be held on the 13th day of the month of October 1947, at 8 o'clock in the afternoon at the school No. 1B, in the village, or at any adjournment of said meeting.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest or any of the tenders Normetal, this fifteenth day of September, 1947.

ÉMILE BOUDREAU,
Secretary-Treasurer.

20208-o

Canada — Province of Quebec.

MUNICIPALITY OF THE PARISH OF SAINT JEAN BAPTISTE DE NICOLET

Public notice is hereby given that sealed tenders and endorsed: "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned up to Monday the sixth day of October, one thousand nine hundred and forty seven, for the purchase of \$30,000 of bonds of the municipal corporation of the parish of Saint Jean Baptiste de Nicolet, dated the first of December, 1947, and redeemable serially from the first of December, 1948 to the first of December 1967, inclusively, with interest at 3% per annum, payable semi-annually the first of June and first of December of each year.

Capital and interest will be payable at Montreal, Quebec or Nicolet, at the bank mentioned in the loan procedure.

Said bonds may be redeemed by anticipation, at par, on any interest payment date, under authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan

l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de la livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le sixième jour d'octobre 1947 à 2 heures de l'après-midi, à la salle de l'hôtel de ville en la Ville de Nicolet.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Daté à Nicolet, ce 15 septembre 1947.

(Sceau)
20218-o

Le Secrétaire-trésorier,
RENAUD CHAPDELAINE.

and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the council to be held on the sixth day of October, 1947, at Two o'clock in the afternoon, at the Town Hall of the Town of Nicolet.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Dated at Nicolet, this 15th September, 1947.

(Seal)
20218

RENAUD CHAPDELAINE,
Secretary-Treasurer.

Vente pour taxes

Province de Québec, District des Trois-Rivières

CITÉ DES TROIS-RIVIÈRES

Avis public est par le présent donné que le SEPTIÈME jour d'OCTOBRE 1947, à DIX heures de l'avant-midi, à l'Hôtel-de-Ville de la cité des Trois-Rivières, les terres et héritages ci-dessous désignés, situés dans la cité des Trois-Rivières, seront vendus comme étant grevés de taxes municipales et scolaires et d'arrérages de taxes consolidées qui n'ont pas été payées dans les six mois après l'avis du dépôt du rôle, tel que requis par la loi, savoir:

1° Un emplacement situé au côté sud-ouest de la rue Laviolette, en la cité des Trois-Rivières, étant la juste moitié sud-est du lot de terre connu et désigné sous le numéro deux mille cent soixante-cinq ($\frac{1}{2}$ S.E. 2165) du cadastre officiel de la cité des Trois-Rivières, contenant trente-trois pieds, de largeur à son front et trente pieds de largeur à sa profondeur, qui est de soixante-dix-neuf pieds et sept pouces dans sa ligne nord-ouest et quatre-vingts pieds dans sa ligne sud-est, borné en front à ladite rue, en profondeur au bout dudit lot, du côté sud-est au lot N° 2166 et du côté nord-ouest au surplus dudit lot N° 2165, avec la maison construite sur cette partie sud-est dudit lot N° 2165. Le mur et le passage entre les deux moitiés dudit lot sont mitoyens. Ledit emplacement avec la maison dessus construite appartenant à la succession Ubald Bureau.

2° Deux emplacements situés sur le chemin Sainte-Marguerite en la cité des Trois-Rivières, connus comme étant les lots non officiels Nos 238 et 239 de la subdivision officielle du lot N° 25, sans bâtisse (238-239 Subd. 25), comme appartenant à la succession Alphonse Dufresne.

3° Un emplacement situé sur le chemin Sainte-Marguerite, en la cité des Trois-Rivières, connu comme étant le lot non officiel N° 596 de la subdivision officielle du lot N° 25 (596 subd. 25), sans bâtisse, comme appartenant à M. Félix Meunier.

Trois-Rivières, Hôtel-de-Ville, le 10 septembre 1947.

Le Greffier de la Cité,
GEORGES BEAUMIER.

20173-37-2-o

Sale for Taxes

Province of Quebec, District of Trois-Rivières

CITY OF TROIS-RIVIÈRES

Public notice is hereby given that on the SEVENTH day of OCTOBER, 1947, at TEN o'clock in the forenoon, at the City Hall of the city of Trois-Rivières, the lands and hereditaments hereinunder described, situate in the city of Trois-Rivières, will be sold as encumbered with municipal and school taxes and arrears of consolidated taxes which have not been paid within the six months following the deposit of the roll, as required by law, to wit:

1. An emplacement situate on the southwest side of Laviolette Street, in the city of Trois-Rivières, being the exact southeast half of the lot of land known and designated as number two thousand one hundred and sixty-five (S.E. $\frac{1}{2}$ of 2165) of the official cadastre for the city of Trois-Rivières, measuring thirty-three feet in width in front and thirty feet in width at its depth which is seventy-nine feet and seven inches in its northwest line and eighty feet in its southeast line, bounded in front by the said street, in depth by the end of the said lot, on the southeast side by lot No. 2166 and on the northwest side by the surplus of said lot No. 2165, with the house built on this said southeast part of said lot No. 2165. The wall and passage between the two halves of said lot being mitoyen. The said emplacement with the house thereon erected belonging to the Estate Ubald Bureau.

2. Two emplacements situate on Sainte-Marguerite road in the city of Trois-Rivières, known as being unofficial lots Nos. 238 and 239 of the official subdivision of lot No. 25, without buildings (238-239 subd. 25), as belonging to the Estate Alphonse Dufresne.

3. An emplacement situate on Sainte-Marguerite road, in the city of Trois-Rivières, known as being unofficial lot No. 596 of the official subdivision of lot No. 25 (596 subd. 25), without buildings, as belonging to Mr. Félix Meunier.

Trois-Rivières, City Hall, September 10, 1947.

GEORGES BEAUMIER,
City Clerk.

20173-37-2

VENTES PAR SHERIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour supérieure, district d'Iberville

Saint-Jean, à savoir: { DAME CÉCILE GI-
N° 5545 } ROUX, demanderes-
se; vs DAME GEORGIANA GIROUX, défende-
resse.

Saisi comme appartenant à la défenderesse l'immeuble ci-après désigné savoir:

Un lot de terre situé dans la cité de Saint-Jean, district d'Iberville, connu et désigné comme étant le numéro 1145-21, onze cent, quarante-cinq-vingt et un, du cadastre officiel de la ville de Saint-Jean, avec bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu au bureau du Shérif, au Palais de Justice, en la cité de Saint-Jean, le PREMIER jour d'OCTOBRE, prochain à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean, 26 août 1947. 20083-35-2-o
[Première insertion, 30 août 1947]

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: { D. EDMOND GRAVEL,
N° 52258. } de Saint-Romuald,
comté de Lévis, marchand de bois, y faisant
affaires comme marchand de bois, à Québec,
sous la raison sociale de "Gravel Lumber Reg'd";
contre LUCIEN MATHIEU, de Pont de Qué-
bec, à savoir:

La subdivision N° 9 (neuf) d'une partie du lot N° 355 (trois cent cinquante-cinq) du cadastre officiel pour la paroisse de Sainte-Foye, comté de Québec, étant un terrain situé en ladite paroisse, mesurant 50 pieds de largeur sur chemin du Cap Rouge, 116 pieds sur la ligne qui le divise d'un chemin public, au nord-est, 100 pieds sur la ligne qui le divise du lot N° 355-10, contenant en superficie 7,500 pieds c. anglais, borné vers le nord-ouest par le chemin du Cap-Rouge, vers le nord-est par un chemin public, vers le sud-est par la partie non subdivisée du lot N° 355 et vers le sud-ouest par le lot N° 355-10, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Sainte-Foye, comté de Québec, le ONZIEME jour d'OCTOBRE prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 3 septembre 1947. 20129-36-2-o
[Première insertion: 6 septembre 1947]
[Seconde insertion: 20 septembre 1947]

Action en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal, cour supérieure, N° 255,521. Dame Estelle Arseneault, des cité et district de Montréal, épouse commune en biens de Octave Surprenant, gen-

SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LAND and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

IBERVILLE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court, District of Iberville

Saint-Jean, to wit: { MADAM CÉCILE GI-
No. 5545 } ROUX, plaintiff; vs
MADAM GEORGIANA GIROUX, defend-
ant.

Seized as belonging to the defendant the immoveable further on described to wit:

A lot of land situate in the city of Saint-Jean, district of Iberville, known and designated as being the number 1145-21, eleven hundred forty-five-twenty-one, of the official cadastre of the town of Saint-Jean, with buildings upon erected.

To be sold at Sheriff's office, at the Court House, in the city of Saint-Jean, on the FIRST day of OCTOBER next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,

Sheriff's office, Sheriff.
Saint-Jean, August 26, 1947. 20083-35-2-o
[First insertion, August 30, 1947]

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: { D. EDMOND GRAVEL,
No. 52258. } of Saint-Romuald,
county of Lévis, lumber merchant, carrying on
business as a lumber merchant, at Québec,
under the firm name of "Gravel Lumber Reg'd";
against LUCIEN MATHIEU, of Québec Bridge,
to wit:

Subdivision No. 9 (nine) of a part of lot No. 355 (three hundred and fifty-five) of the official cadastre for the parish of Sainte-Foye, county of Québec, being a lot of land situate in the said parish, measuring 50 feet in width on the Cap Rouge road, 116 feet on the line which divides it from a public road, on the northeast, 100 feet in the line which divides it from lot No. 355-10, containing a superficial area of 7,500 square feet, English measure, bounded on the northwest by the Cap-Rouge road, on the northeast by a public road, on the southeast by the unsubdivided part of lot No. 355 and towards the southwest by lot No. 355-10, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Sainte-Foye, county of Québec, on the ELEV-ENTH day of OCTOBER next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,

Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, September 3, 1947. 20129-36-2
[First insertion: September 6 1947],
[Second insertion: September 20, 1947]

Action for Separation as to Property

Province of Québec, District of Montreal, Superior Court, No. 255,521. Dame Estelle Arseneault, of the city and district of Montreal, wife common as to property of Octave Surprenant

tilhomme, des mêmes lieux, demanderesse, vs ledit Octave Surprenant, gentilhomme, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 17ème jour de septembre, 1947.

Montréal, le 17ème jour de septembre, 1947.

Les Procureurs de la demanderesse,
20220-o PREVOST, ROBERT & NOËL.

gentleman, of the same place, plaintiff; vs the said Octave Surprenant, gentleman, of the same place, defendant.

An action for separation as to property has been instituted in this case on the 17th day of September, 1947.

Montréal, this 17th day of September, 1947.

PREVOST, ROBERT & NOËL,
20220 Attorney for plaintiff.

Arrêté en Conseil

ARRÊTÉ EN CONSEIL CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 1477

Québec, le 9 septembre 1947.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Section "A"

CONCERNANT des modifications au décret relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), la Chambre de Construction inc. de Montréal et la Fédération nationale catholique des Métiers du Bâtiment et des Matériaux de Construction ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier le décret numéro 3173 du 16 août 1944, relatif à l'industrie des matériaux de construction dans la province de Québec;

ATTENDU que ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 26 juillet 1947;

ATTENDU qu'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation de ladite requête;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret numéro 3173 soit modifié de la façon suivante:

1° La section II dudit décret est remplacée par la suivante:

"SECTION II

Industrie de la pierre

I. a) *Jurisdiction industrielle*: La présente section régit tout travail de finition dans les industries de la pierre à chaux, de la pierre à sable, de la pierre artificielle, des blocs de ciment et de toute autre pierre à l'exception du granit et du marbre.

b) *Jurisdiction territoriale*: La jurisdiction territoriale de cette section comprend toute la province de Québec.

II. *Taux des salaires*: Les taux de salaires minima sont les suivants pour les métiers ci-après mentionnés:

Métiers:	Salaires horaires
Tailleur de pierre	\$0.90
Apprenti tailleur de pierre:	
1ère année	0.40
2ième année	0.50
3ième année	0.60

Order in Council

ORDER IN COUNCIL CHAMBER OF THE EXECUTIVE COUNCIL

Number 1477

Quebec, September 9, 1947.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

Part "A"

CONCERNING amendments of the decree relating to the building materials industry in the province of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163, as amended), the Builders Wxchange Inc. of Montreal and "La Fédération nationale catholique des Métiers du Bâtiment et des Matériaux de Constfrectuon" have submitted to the Minister of Labour a request to amend the decree number 3173 of August 16, 1944, relating to the building materials industry in the Province of Quebec;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette*, issue of July 26, 1947.

WHEREAS no objection has been made against the approval of the said request;

IT IS ENACTED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour:

THAT the said decree, number 3173, be amended as follows:

1° Part II of the said decree is replaced by the following:

"PART II

Stone industry

I. a) *Industrial jurisdiction*. The present part shall govern any finishing operation in the industries of limestone, sand stone, artificial stone cement blocks and of any other stone, with the exception of granite and marble.

b) *Territorial Jurisdiction*. The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Quebec.

II. *Wage Rates*: The minimum rates of wages shall be the following for the hereinafter mentioned trades:

Trades:	Wage Rates per hour
Stone Cutter	\$0.90
Apprentice Stone Cutter:	
First year	0.40
Second year	0.50
Third year	0.60

Préposé au fonctionnement des raboteuses	0.70	Planerman	0.70
Apprenti préposé au fonctionnement des raboteuses:		Apprentice planerman:	
Premier neuf mois	0.51	First 9 months	0.51
Deuxième neuf mois	0.61	Second 9 months	0.61
Préposé au fonctionnement de machines à carborundum	0.60	Carborundum Machine Operator	0.60
Préposé au fonctionnement des scies (toutes sortes):		Sawyer (all kinds):	
Premier trimestre	0.50	First 3 months	0.50
Après trois mois	0.60	After 3 months	0.60
Préposé au fonctionnement des grues mécaniques	0.60	Craneman	0.60
Tourneur de pierre	0.70	Stone Turner	0.70
Aide et journalier	0.45	Helper and labourer	0.45
Forgeron	0.70	Blacksmith	0.70

Surveillant	par semaine 18.20	Watchman	per week 18.20
-------------------	-------------------	----------------	----------------

Pierre artificielle et blocs de ciment

Artificial stone and cement blocks

Finisseur de pierre artificielle	0.90	Artificial Stone dresser	\$0.90
Préposé au fonctionnement de hies et mouleurs	0.62	Rammer and moulder	0.62
Aide et journalier	0.45	Helper and labourer	0.45
Modeleur	1.00	Modeller	1.00

III. *Durée du travail:* La durée maximum de travail des tailleurs de pierre, des apprentis tailleurs de pierre et des finisseurs de pierre artificielle est de huit (8) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum du travail pour les autres classifications mentionnées à l'article II de la présente section est de neuf (9) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi.

Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

IV. *Taux pour travail supplémentaire:* Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison du taux régulier plus (25%) vingt-cinq pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire est payé ce taux plus (25%) vingt-cinq pour cent. Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré à raison du taux régulier plus (50%) cinquante pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret le travail dominical est payé ce taux plus (50%) cinquante pour cent.

V. *Apprentissage:* a) Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de pierre et dix-huit (18) mois d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement de raboteuses.

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque huit (8) compagnons engagés dans chaque atelier.

VI. Dans le but de promouvoir l'usage de la pierre à chaux pour le remplissage d'une construction, il est convenu de permettre le travail à la pièce dans le cas de la pierre à surface non finie connue sous le nom de "scotch work" ou "petite course", pourvu que cette pierre n'ait pas plus de 11 $\frac{3}{4}$ (onze pouces et trois quarts) de hauteur, le salaire est d'un dollar et vingt-cinq cents (\$1.25) par verge carrée.

VII. *Vacances payées:* Une semaine de vacances payées est allouée à chaque salarié qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de un (1) an. S'il a été à l'emploi du même employeur pendant une période ininterrompue de trois (3) mois ou plus en une année ce salarié a droit à une demi-

III. *Duration of labour:* The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and four (4) hours on Saturday, in respect of stone cutters, apprentice stone cutters and artificial stone dressers. All other classifications of labour mentioned in section II of this part shall work nine (9) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday.

There will be no limitation of the daily or weekly duration of labour for watchmen.

IV. *Overtime Rates:* All overtime is paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime work shall be paid the actual rate plus (25%) twenty-five percent. All work performed on Sundays is paid at the regular rate plus (50%) fifty percent. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid the actual rate plus (50%) fifty percent.

V. *Apprenticeship:* a) Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of stone-cutting and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for planermen.

b) At no time shall there be employed more than one (1) apprentice to each eight (8) journeymen employed in each shop.

VI. In order to encourage the use of limestone for the infilling of buildings, piece work shall be allowed for rock face stone usually called Scotch Work or Petite Course, providing that same is not over eleven inches and three quarters (11 $\frac{3}{4}$) high; the rate of pay to be one dollar and twenty-five cents (\$1.25) per square yard.

VII. *Vacation with pay:* One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. All workmen however who have been employed by the same employer for a continuous period of three months or more in one year are entitled to vacation-pay prorated on the basis

journée de vacances pour chaque mois de travail. Toutefois tout salarié suspendu par son employeur avant l'expiration de cette période de trois (3) mois a droit à la rémunération de vacances pour le temps coulé avant sa suspension."

2° La section III dudit décret est remplacée par la suivante:

"SECTION III

Industrie du marbre

I. a) *Juridiction industrielle*: La présente section régit toutes les opérations de l'industrie du marbre, terrazzo, tuile ou opérations similaires.

b) *Juridiction territoriale*: La juridiction territoriale de cette section comprend la province de Québec.

II. *Taux de salaires*: Les taux de salaires minima ci-dessous mentionnés doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Métiers:	Salaires horaires
Tailleur de marbre	\$0.90
Apprenti tailleur de marbre:	
1ère année	0.40
2ième année	0.50
3ième année	0.60
Préposé au fonctionnement des compres- seurs	0.60
Ajusteur de scie	0.60
Aide et manoeuvre	0.45
Préposé au fonctionnement des scies:	
Premier trimestre	0.50
Après trois mois	0.60
Préposé au fonctionnement des machines à carborundum	0.60
Apprenti préposé au fonctionnement des machines à carborundum:	
Premier semestre	0.45
Deuxième semestre	0.50
Troisième semestre	0.55
Polisseur de face	0.60
Polisseur de bouts	0.50
Polisseur à la machine (marbre et ter- razzo):	
Premier trimestre	0.55
Après trois mois	0.65
Polisseur à la main	0.51
Mouleur de terrazzo	0.70
Préposé au fonctionnement des grues	0.60
Surveillant par semaine	18.20

III. *Périodes de paye*: Les salaires doivent être payés régulièrement, au moins deux fois par mois, dans un délai maximum de sept jours suivant chaque période de paye.

IV. *Durée du travail*: La durée maximum de travail des tailleurs de marbre et des apprentis-tailleurs de marbre est de quarante-quatre (44) heures par semaine, de huit (8) heures par jour pour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de quatre (4) heures le samedi. La durée maximum de travail pour les autres métiers mentionnés à l'article II de cette section est de cinquante-cinq (55) heures par semaine, de dix (10) heures par jour les cinq (5) premiers jours de la semaine et de cinq (5) heures le samedi. Il n'y a aucune limitation quotidienne ou hebdomadaire de la durée du travail pour les surveillants.

V. *Taux pour travail supplémentaire*: Tout travail supplémentaire est rémunéré à raison du taux régulier plus (25%) vingt-cinq pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, tout travail supplémentaire est payé ce taux plus (25%) vingt-cinq pour cent. Tout travail exécuté le dimanche est rémunéré

of one half day per month. However, any workman discharged by his employer before the expiry of the three months' period is entitled to vacation-pay for the time completed."

2. Part III of the said decree is replaced by the following:

"PART III

Marble industry

I. a) *Industrial jurisdiction*: The present part shall apply and extend to all operations in the marble, terrazzo and tile industry or similar operations.

b) *Territorial Jurisdiction*: The territorial jurisdiction of this part shall comprise the entire province of Quebec.

II. *Wage Rates*: The minimum rates of wages shall be the following for each one of the following trades:

Trades	Wage rates per hour
Marble cutter	\$0.90
Apprentice Marble Cutter:	
First year	0.40
Second year	0.50
Third year	0.60
Compressorman	0.60
Saw setter	0.60
Helper and labourer	0.45
Sawyer on gang saws:	
First 3 months	0.50
After 3 months	0.60
Carborundum machine operator	0.60
Apprentice-carborundum machine operator:	
First 6 months	0.45
Second six months	0.50
Third six months	0.55
Bed Rubber Face	0.60
Bed Rubber End	0.50
Machine Polisher (marble and terrazzo):	
First 3 months	0.55
After 3 months	0.65
Hand polisher	0.51
Terrazzo caster	0.70
Craneman	0.60
Watchman per week	\$18.20

III. *Pay period*: Wages shall be paid regularly at least twice a month, not more than seven days after each pay period.

IV. *Duration of Labour*: The maximum duration of labour shall be eight (8) hours per day for the first five (5) days of the week and forty-four (44) hours per week including four (4) hours on Saturday, in respect of marble cutters and apprentice marble cutters. All other classification of labour mentioned in section II of this part shall be limited to a maximum duration of labour of ten (10) hours per day for the first five (5) days of the week with five (5) hours on Saturday, making a maximum week of fifty-five (55) hours. There will be no limitation of daily or weekly duration of labour for watchmen.

V. *Overtime Rates*: All overtime is paid at the rate of time and one quarter of the regular rates. If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, all overtime work shall be paid the actual rate plus (25%) twenty-five percent. All work performed on Sundays is paid at the regular rate plus (50%) fifty percent.

à raison du taux régulier plus (50%) cinquante pour cent. Dans le cas où le taux horaire payé est plus élevé que celui du décret, le travail dominical est payé ce taux plus (50%) cinquante pour cent.

VI. *Apprentissage*: a) Trois (3) années constituent la période d'apprentissage pour le métier de tailleur de marbre et dix-huit mois (18) d'emploi ininterrompu constituent celle des préposés au fonctionnement des machines à carborundum

b) Il est interdit d'employer plus d'un (1) apprenti pour chaque cinq (5) compagnons de chaque catégorie des métiers mentionnés dans la présente section; on peut employer un (1) apprenti par trois (3) opérateurs de machines à carborundum.

c) Aucun apprenti ne peut commencer son apprentissage avant d'avoir atteint sa seizième année.

VII. *Vacances payées*: Une semaine de vacances payées est allouée à chaque salarié qui a travaillé continuellement pour le même employeur pendant une période de un (1) an. S'il a été à l'emploi du même employeur pendant une période ininterrompue de trois (3) mois ou plus en une année, ce salarié a droit à une demi-journée de vacances payées pour chaque mois de travail. Toutefois, tout salarié suspendu par son employeur avant l'expiration de cette période de trois (3) mois a droit à la rémunération de vacances pour le temps écoulé avant sa suspension."

3° Les dispositions suivantes sont ajoutées avant la clause relative à la durée du décret:

"Dispositions spéciales applicables aux sections I, II et III:

Aucun employeur n'a le droit de punir ou de menacer de punir, tel que par congédiement ou suspension, directement ou indirectement, un ouvrier catholique qui s'absente du chantier un jour de fête religieuse d'obligation catholique."

(Document "A" annexé à l'arrêté)

20219-o A. MORISSET,
Greffier du Conseil Exécutif.

If the hourly rate actually paid is higher than the rate of the decree, Sunday work is paid the actual rate plus (50%) fifty percent.

VI. *Apprenticeship*: a) Three (3) years shall constitute the period of apprenticeship in the trade of marble-cutting, and eighteen (18) months of continuous employment shall be the period of apprenticeship for carborundum machine operators.

b) No employer shall have more than one (1) apprentice to each five (5) journeymen of each category of the trades mentioned in the present part; however, one (1) apprentice shall be allowed to each three (3) carborundum machine operators.

c) No apprentice may begin his apprenticeship before the sixteenth year of his age.

VII. *Vacations with pay*: One week's vacation with pay is granted to all employees who have worked continuously for the same employer for one year. All workmen however who have been employed by the same employer for a continuous period of three months or more in one year are entitled to vacation-pay prorated on the basis of one half day per month. However, any workman discharged by his employer before the expiry of the three months' period is entitled to a vacation-pay for the time completed."

3. The following provisions are added before the clause respecting the duration of the decree:

"Special provisions applicable to parts I, II and III: No employer shall punish or threaten to punish, such as by discharge or suspension, directly or indirectly, a catholic worker absent from work on a catholic day of obligation."

(Document "A" annexed to the Order)

20219-o A. MORISSET,
Clerk of the Executive Council.

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 38

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:

Arseneault vs Surprenant	2353
Coursol vs Ayotte	2323

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

1477, section "A"—Industrie des matériaux de construction dans la province de Québec	2354
1477, section "B"—Industrie et métiers de la construction dans la région de Montréal	2323

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2313
----------------------	------

AVIS DIVERS:

Association des Employés de Aird & Son Limited (Formation)	2329
Association des Loisirs de Fassett (Foundation)	2325

Index of the Quebec Official Gazette, No. 38

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Arseneault vs Surprenant	2353
Coursol vs Ayotte	2323

ORDERS IN COUNCIL:

1477, part "A"—Building materials industry in the Province of Quebec ..	2354
1477, part "B"—Construction industry and trades in the district of Montreal	2323

NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2313
-------------------------------	------

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Employés de Aird & Son Limited (Formation)	2329
Association des Loisirs de Fassett (Foundation)	2325

Association des Travailleurs Elesco — Elesco Workers' Association (Forma- tion)	2328	Association des Travailleurs Elesco — Elesco Workers' Association (Forma- tion)	2328
Bagotville, ville de (Tirage d'obliga- tions)	2326	Bagotville, town of (Drawing of bonds)	2326
Beauceville-Est, ville de (Rachat d'obli- gations)	2326	Beauceville-East, town of (Redemption of bonds)	2326
Commission scolaire de Saint-Augustin (Tirage d'obligations)	2327	School Commission of Saint-Augustin (Drawing of bonds)	2327
Commission scolaire du canton Taché (Tirage d'obligations)	2327	School Commission of the township of Taché (Drawing of bonds)	2327
Commission scolaire du village de Ba- gotville (Tirage d'obligations)	2327	School Commission of the village of Bagotville (Drawing of bonds)	2327
Farnham, partie ouest, canton de (Tira- ge d'obligations)	2327	Farnham, West Part, township of (Drawing of bonds)	2327
Fédération Nationale Catholique des Employés du Commerce, Inc. (Nom changé)	2326	Fédération Nationale Catholique des Employés du Commerce, Inc. (Name changed)	2326
International Paper Sales Company Inc. (Directeurs)	2324	International Paper Sales Company Inc. (Directors)	2324
Larouche, paroisse de (Tirage d'obli- gations)	2328	Larouche, parish of (Drawing of bonds)	2328
L'Association Canadienne des Employés d'Hôtels, Local N° 2 (Formation) ..	2328	L'Association Canadienne des Employés d'Hôtels, Local N° 2 (Formation) ..	2328
L'Association Protective des Employés de Graceline (Formation)	2330	L'Association Protective des Employés de Graceline (Formation)	2330
L'Entr'aide Agricole de Drummond (Fondation)	2330	L'Entr'aide Agricole de Drummond (Foundation)	2330
Saint-Augustin, paroisse de (Tirage d'obligations)	2328	Saint-Augustin, parish of (Drawing of bonds)	2328
Syndicat Coopératif de Consommation Sainte-Agathe (Fondation)	2329	Syndicat Coopératif de Consommation Sainte-Agathe (Foundation)	2329
Syndicat des Instituteurs Catholiques du Nord-Ouest Québécois (Forma- tion)	2327	Syndicat des Instituteurs Catholiques du Nord-Ouest Québécois (Forma- tion)	2327
Syndicat Forestier Manche d'Épée (Fondation)	2329	Syndicat Forestier Manche d'Épée (Foundation)	2329
The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Barrage)	2325	The Hydro-Electric Power Commission of Ontario (Dam)	2325
Théo. Lamarre & Cie Limitée (Direc- teurs)	2329	Théo. Lamarre & Cie Limitée (Direct- ors)	2329
CHARTRE — ABANDON DE:		CHARTER — SURRENDER OF:	
St. Viateur Realities Limited	2350	St. Viateur Realities Limited	2350
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AGRICULTURE:		AGRICULTURE:	
<i>Industrie Laitière:</i>		<i>Dairy Industry:</i>	
Ordonnance N° 17-46A — Province de Québec	2330	* Order No. 17-46A — Province of Que- bec	2330
INSTRUCTION PUBLIQUE:		EDUCATION:	
Saint-Rémi de la Rivière Métis, munic. scolaire de	2331	Saint-Rémi de la Rivière Métis, school munic. of	2331
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FORESTS:	
Fraserville, ville de	2331	Fraserville, town of	2331
Lévis, ville de	2331	Lévis, town of	2331
TRAVAIL:		LABOUR:	
Commerce de gros de l'alimentation dans les cités de Québec et de Lévis (Modification)	2340	Wholesale food trade in the cities of Quebec and Levis (Amendment)	2340
Industrie de la fabrication des boîtes de carton dans la province de Québec (Avis)	2332	Manufacturing of paper boxes industry in the Province of Quebec (Notice) ..	2332
EXAMENS DU BARREAU:		BAR EXAMINATIONS:	
Québec: étude du droit	2345	Quebec: study of law	2345

LETTRES PATENTES:

Angus Mines, Limited	2314
Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc.	2315
C. Tailleur Inc.	2315
Defoy & Legault Ltée	2315
Duchesne Limitée	2316
Eastern Glass Ltd.	2316
H. Cantin Limitée — (H. Cantin Limited)	2317
La Fonderie de Robertsonville Ltée — The Robertsonville Foundry Ltd.	2317
Le Baronnet Inc.	2317
Metropolitan Investment Corp.	2318
Norman D. Johnston (Canada) Limited	2318
Park Photo Supply Ltd.	2318
P. Dubuc Inc.	2319
Quebec Manganese Mines Limited	2319

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Aronoff Bros, Limited	2320
Arthur Harris Canada Limited	2320
Cie d'Outils et Transport Limitée — Transport and Supplies Company, Limited	2320
Ernest Carrière Inc.	2320
Hôtel Windsor de Louiseville Limitée ..	2321
Jewish Peretz School Inc.	2321
La Fenêtre Ferland Inc.	2321
Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.	2322
Ogilvie & Dufresne Incorporated	2322
Tremblay & Dion Inc.	2322
ViLite Sales Corporation	2322
Vitrierie-Universa-Glass Inc.	2323
Yeshivoh Tomche Tmimim (Lubavitch) — (Rabbinical College Foundation)	2323

PROCLAMATIONS:

Concernant l'annexion à la municipalité de Sainte-Catherine d'Alexandrie de Laprairie d'un territoire à être détaché de la paroisse de Laprairie	2345
Concernant l'annexion d'un territoire non organisé à la municipalité de Grande-Cascapédia	2346

SIÈGES SOCIAUX:

Metcalfe Holdings Corporation	2346
Morisset Limitée	2346

SOUMISSIONS:

Dorval, ville de	2348
Malartic, ville de	2350
Normetal, munic. scolaire de	2351
St-Jean-Baptiste de Nicolet, paroisse de	2351
Waterloo, ville de	2349

VENTES POUR TAXES:

Trois-Rivières, cité de	2352
-------------------------------	------

VENTES PAR SHÉRIFS:

IBERVILLE:

Giroux vs Giroux	2353
------------------------	------

QUÉBEC:

Gravel vs Mathieu	2353
-------------------------	------

20224-0

LETTERS PATENT:

Angus Mines, Limited	2314
Club de Tennis de Repentigny-les-Bains Inc.	2315
C. Tailleur Inc.	2315
Defoy & Legault Ltée	2315
Duchesne Limitée	2316
Eastern Glass Ltd.	2316
H. Cantin Limitée — (H. Cantin Limited)	2317
La Fonderie de Robertsonville Ltée — The Robertsonville Foundry Ltd.	2317
Le Baronnet Inc.	2317
Metropolitan Investment Corp.	2318
Norman D. Johnston (Canada) Limited	2318
Park Photo Supply Ltd.	2318
P. Dubuc Inc.	2319
Quebec Manganese Mines Limited	2319

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Aronoff Bros, Limited	2320
Arthur Harris Canada Limited	2320
Cie d'Outils et Transport Limitée — Transport and Supplies Company, Limited	2320
Ernest Carrière Inc.	2320
Hôtel Windsor de Louiseville Limitée ..	2321
Jewish Peretz School Inc.	2321
La Fenêtre Ferland Inc.	2321
Morris Winchevsky Jewish Schools Inc.	2322
Ogilvie & Dufresne Incorporated	2322
Tremblay & Dion Inc.	2322
ViLite Sales Corporation	2322
Vitrierie-Universa-Glass Inc.	2323
Yeshivoh Tomche Tmimim (Lubavitch) — (Rabbinical College Foundation)	2323

PROCLAMATIONS:

Concerning the annexation to the municipality of Sainte-Catherine d'Alexandrie de Laprairie of a territory to be detached of the parish of Laprairie ..	2345
Concerning the annexation of an unorganized territory to the municipality of Grande-Cascapédia	2346

HEAD OFFICES:

Metcalfe Holdings Corporation	2346
Morisset Limitée	2346

TENDERS:

Dorval, town of	2348
Malartic, town of	2350
Normetal, school munic. of	2351
St-Jean-Baptiste de Nicolet, parish of ..	2351
Waterloo, town of	2349

SALES FOR TAXES:

Trois-Rivières, city of	2352
-------------------------------	------

SHERIFFS' SALES:

IBERVILLE:

Giroux vs Giroux	2353
------------------------	------

QUEBEC:

Gravel vs Mathieu	2353
-------------------------	------

20224-0

